

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/M/80  
11 juin 2001

(01-2858)

Organe d'examen des politiques commerciales  
19 et 21 février 2001

## EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

### MADAGASCAR

#### Compte rendu de la réunion

*Président: S.E. M. Pekka Huhtaniemi (Finlande)*

	<i>Page</i>
I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DU PRÉSIDENT	3
II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DE MADAGASCAR	4
III. DÉCLARATION DE LA PRÉSENTATRICE	7
IV. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES	10
V. RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DE MADAGASCAR ET AUTRES OBSERVATIONS	15
VI. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT	19
ANNEXE I QUESTIONS ÉCRITES COMMUNIQUÉES À L'AVANCE PAR LES MEMBRES	21
ANNEXE II RÉPONSES ÉCRITES DE LA DÉLÉGATION MALGACHE	33



## **I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DU PRÉSIDENT**

1. Le premier examen de la politique commerciale de Madagascar a eu lieu les 19 et 21 février 2001. Le Président, S.E. M. Pekka Huhtaniemi (Finlande), a souhaité la bienvenue à la délégation de Madagascar, dirigée par le Ministre du commerce et de la consommation, S.E. M. Alphonse Randrianambinina, et à la présentatrice, Mme Laurence Dubois-Destrizais (France). Il a rappelé aux Membres que la présentatrice s'exprimerait à titre personnel et non en qualité de représentante de son pays. Conformément aux procédures, la présentatrice avait communiqué à l'avance un aperçu des principales questions qu'elle entendait soulever.

2. Le Président a rappelé l'objet du mécanisme d'examen des politiques commerciales et les principaux éléments de la procédure qui serait suivie pour la réunion. Le rapport du gouvernement malgache avait été publié sous la cote WT/TPR/G/80 et celui du Secrétariat de l'OMC, sous la cote WT/TPR/S/80; les principaux points que se proposait de soulever la présentatrice avaient été publiés sous la cote WT/TPR/D/59. Les questions écrites présentées à l'avance par Hong Kong, Chine; le Canada; l'UE; le Japon; Maurice et les États-Unis avaient été communiquées à la délégation de Madagascar. Elles sont reproduites dans l'annexe I. Les réponses écrites fournies par la délégation de Madagascar aux questions écrites communiquées à l'avance et aux autres questions soulevées le premier jour de la réunion sont reproduites dans l'annexe II.

## II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DE MADAGASCAR

3. Le représentant de Madagascar a fait part de l'engagement de son pays en faveur du système commercial multilatéral et s'est félicité de l'occasion qui lui était offerte de présenter la politique et les pratiques commerciales de son pays. La politique du gouvernement était de développer la participation du pays au système commercial multilatéral. Le représentant a indiqué qu'il y avait certaines corrections et certains ajouts au rapport du gouvernement.

4. Madagascar considérait les principes de la démocratie, de la bonne gestion des affaires publiques et de la transparence comme des éléments nécessaires du développement. Madagascar, quatrième île du monde par sa superficie, se caractérisait par la diversité de son climat, de sa topographie, de sa flore et de sa faune, de son peuple et de son sous-sol. Quelque 80 pour cent de la population, estimée à 15 millions d'habitants, vivait dans les zones rurales.

5. En dépit de son potentiel, Madagascar était constamment soumise à des catastrophes naturelles, telles que cyclones, sécheresses, inondations et invasions acridiennes. Au cours des premiers mois de 2000, Madagascar avait été touchée par trois cyclones qui avaient détruit le bétail et endommagé les infrastructures et les habitations. Ces catastrophes avaient eu un impact sérieux sur les cultures, les exportations, la demande de produits alimentaires importés, et, par conséquent, sur la balance commerciale et la croissance économique.

6. Depuis les années 80, Madagascar avait engagé un dialogue constructif avec les institutions de Bretton Woods et avait entrepris un programme d'ajustement structurel recommandé par ces institutions ainsi que par d'autres organisations bilatérales et multilatérales. Ces programmes avaient donné des résultats encourageants. Depuis 1997, la croissance économique avait dépassé le taux de croissance démographique qui était de 2,8 pour cent; le PIB avait augmenté au taux de 4,5 pour cent au cours des trois dernières années, et de 5 pour cent en 2000. L'inflation avait chuté, passant de 29 pour cent en 1993 à 10 pour cent en 2000.

7. Le gouvernement s'était engagé à lutter contre la pauvreté. En coordination avec divers partenaires de développement, y compris le secteur privé et la société civile, il avait établi un document intitulé "Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté" mettant l'accent sur plusieurs domaines: la production, l'investissement et le commerce; la santé et la nutrition; l'éducation et la culture; l'infrastructure; le développement rural et l'environnement; et le développement des institutions et la décentralisation. La Banque mondiale et le FMI avaient déjà approuvé ce document et le gouvernement poursuivait le processus participatif en vue d'en établir une version définitive de plus vaste envergure. À ce stade, Madagascar avait réuni les conditions requises pour bénéficier, dans le cadre de cette initiative, d'une réduction de la dette de 1,5 milliard de dollars.

8. Le programme de réforme économique avait permis au pays d'établir une économie fondée sur le marché. Le gouvernement se retirait des secteurs de la production et de la distribution et se consacrait à l'élaboration d'un cadre global et au secteur social. Ses objectifs étaient le développement du secteur privé et d'un climat favorable au commerce et à l'investissement.

9. Afin d'augmenter les recettes fiscales et de diminuer la dépendance à l'égard de la taxation des échanges, de nouvelles mesures avaient été adoptées: l'assiette de la TVA et des droits d'accise avait été élargie, et les administrations des finances et des douanes avaient été réorganisées. En outre, les restrictions en matière de commerce extérieur, de change et de transactions extérieures avaient été éliminées, et l'ouverture de comptes ainsi que l'octroi de prêts en devises avaient été autorisés. Madagascar avait accepté les obligations énoncées à l'article VIII des statuts du FMI. Le cours de la monnaie malgache était déterminé par le marché.

10. Pour réaliser pleinement le potentiel du pays, le gouvernement avait répertorié certains secteurs-clés pour la mise en œuvre de la politique économique. Le secteur primaire mobilisait 75 pour cent de la population active, mais sa contribution ne représentait qu'un tiers du PIB. Ce secteur demeurait la base de toutes les transactions, représentant 80 pour cent des exportations. S'agissant de l'agriculture, le gouvernement avait adopté un plan de développement rural. Pour ce qui était du secteur des forêts, il avait l'intention de maintenir un équilibre contre l'exploitation et la conservation.

11. En ce qui concernait l'élevage, le gouvernement avait adopté les mesures nécessaires pour enrayer les séquelles de la peste porcine qui avait affecté le pays en 1998 et 1999; la filière de la viande bovine avait été réorganisée afin de reprendre les exportations suspendues depuis 1997. Dans le secteur de la pêche, les crevettes constituaient le principal produit d'exportation. Le gouvernement, en concertation avec les parties concernées, était en train d'établir un programme de contrôle et de surveillance du secteur. Des mesures concurrentielles et transparentes pour l'octroi de licences de pêche crevettière avaient été adoptées.

12. Les industries extractives constituaient un secteur stratégique pour le développement de Madagascar. Un nouveau code minier avait été adopté, et le gouvernement préparait un projet de loi régissant les investissements supérieurs à 150 millions de dollars EU dans le secteur et prévoyant des incitations en faveur de l'investissement.

13. Le secteur secondaire, essentiellement composé des textiles, du pétrole, de la métallurgie et de la production de bois ainsi que des chantiers navals, représentait 15 pour cent du PIB. Le gouvernement, désireux d'attirer l'investissement étranger direct, avait adopté des mesures prévoyant des avantages financiers pour les sociétés autorisées à exercer leurs activités dans les zones franches industrielles d'exportation (EPZ).

14. Le secteur tertiaire contribuait pour plus de 50 pour cent au PIB par diverses activités: commerce, tourisme, transports, communications, etc. Par la richesse de sa biodiversité et son taux d'endémisme, sa diversité climatique et ses 500 km de côtes, Madagascar disposait d'un grand potentiel de développement du secteur du tourisme, mais il faudrait pour cela des investissements en infrastructures hôtelières. Le gouvernement avait établi certaines réserves foncières pour développer le tourisme. Les visas d'entrée pouvaient être obtenus à l'arrivée à l'aéroport.

15. Dans le domaine des transports, le gouvernement se retirait progressivement de la fourniture de services et poursuivait la politique de libéralisation et de privatisation. Air Madagascar serait privatisée en 2001, et un organisme intitulé "Aviation civile de Madagascar" avait été établi et chargé de réglementer le transport aérien.

16. Le gouvernement avait mis en place une politique de libéralisation du sous-secteur des télécommunications, autorisant la concurrence locale et étrangère, notamment en ce qui concernait les services à valeur ajoutée. La société chargée des télécommunications de base serait privatisée en 2001. Le nombre des utilisateurs de téléphones portables avait augmenté en moyenne de 11 pour cent en 1998 et en 1999. Le Ministère des postes et télécommunications était chargé d'élaborer la politique en matière de télécommunication, et l'Office malgache d'étude et de régulation des télécommunications (OMERT), de l'octroi des licences et des autorisations aux fournisseurs de services, y compris les fournisseurs de terminaux et de services auxiliaires.

17. Compte tenu de sa situation géographique, du coût peu élevé de sa main-d'œuvre, de sa participation à l'Accord de Cotonou et compte tenu du fait qu'elle répondait aux conditions requises pour bénéficier du Système généralisé de préférences, Madagascar présentait de nombreuses possibilités d'investissement. Les restrictions administratives en matière d'investissement avaient été supprimées, et les investisseurs étrangers bénéficiaient du traitement national, comme le prévoyait le

Code général des impôts. En outre, les investissements à vocation exportatrice étaient régis par un système d'incitations financières, comme le prévoyait la Loi sur les EPZ. Les investisseurs étrangers pouvaient détenir 100 pour cent du capital de sociétés à Madagascar, y compris de banques commerciales.

18. Le déficit constant de la balance commerciale de Madagascar s'était amélioré, passant de 127 millions de DTS à 115 millions de DTS entre 1997 et 1999. Madagascar était en train de créer les conditions permettant son intégration dans l'économie mondiale au moyen de la diversification de ses relations commerciales. Madagascar accordait au moins le traitement NPF à tous ses partenaires commerciaux. Elle était Membre de l'OMC, partie à l'Accord entre les pays ACP et l'UE, au COMESA, membre de la Commission de l'océan Indien et du Forum de facilitation de l'intégration régionale, et elle avait conclu plusieurs accords bilatéraux. Madagascar avait libéralisé ses importations en supprimant les restrictions quantitatives et le contrôle des changes, et en simplifiant son tarif douanier et ses procédures d'importation. Les exportations avaient été pleinement libéralisées et étaient en train de se diversifier.

19. Les services financiers, les services professionnels, les services de tourisme et les services de communications, ainsi que les services de transport aérien avaient été libéralisés. Une loi sur les services d'assurance venait d'être promulguée. D'importants investissements et une grosse infrastructure étaient nécessaires pour développer le commerce électronique. Madagascar mettait en œuvre les dispositions de l'OMC sur l'évaluation en douane depuis le 17 novembre 2000. Elle avait besoin d'une assistance technique pour respecter ses obligations dans le cadre de l'OMC dans divers domaines, notamment en matière de notification. Elle avait réglé tous ses arriérés de contributions à l'OMC en 1999. Madagascar s'était engagée à ouvrir son économie en participant à des accords régionaux et bilatéraux et en s'intégrant progressivement au système commercial multilatéral.

### III. DÉCLARATION DE LA PRÉSENTATRICE

20. La présentatrice (Mme Laurence Dubois-Destrizais) a noté que, au milieu des années 90, Madagascar s'était engagée dans un processus de réformes ambitieuses visant à intégrer le pays dans l'économie mondiale. Elle a indiqué que le présent examen de la politique commerciale du pays offrait l'occasion d'examiner comment l'OMC pourrait aider Madagascar à poursuivre ses efforts.

21. Les mesures de stabilisation commençaient à porter leurs fruits, et tous les observateurs avaient noté l'amélioration de la situation macro-économique du pays sur les quatre dernières années. De bons résultats économiques avaient été obtenus dans plusieurs domaines: augmentation des investissements publics, augmentation des réserves de la Banque de Madagascar, et paiement en temps utile du service de la dette. L'inflation avait été réduite, passant de plus de 45 pour cent en 1995 à 7,6 pour cent au début de 2001. En dépit des effets destructeurs de trois cyclones l'année dernière, et de la hausse des cours mondiaux du pétrole, la croissance économique dépassait la croissance démographique.

22. L'économie malgache demeurait handicapée par un déficit commercial persistant, un endettement très lourd et une épargne domestique insuffisante. Madagascar bénéficiait du soutien des organisations internationales, qui finançaient les projets d'investissements publics à hauteur de 80 pour cent. La faiblesse du système d'infrastructures freinait considérablement la croissance de l'économie, notamment dans le secteur rural. L'importance du secteur informel déstabilisait la structure du marché.

23. La présentatrice a salué l'objectif du gouvernement selon lequel le développement économique devait profiter à une part de la population la plus large possible, et a noté que le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté attestait ces efforts.

24. La présentatrice a noté le manque de transparence et de prévisibilité des règles applicables aux investissements, la lenteur de la mise en œuvre des réformes dans ce domaine, et a encouragé le gouvernement à poursuivre les réformes, qui n'en étaient qu'à leur début.

25. En reconnaissance des efforts du gouvernement en matière de réformes, le FMI et la Banque mondiale, en décembre 2000, avaient déterminé que Madagascar répondait aux conditions requises pour bénéficier d'un allègement de la dette de 1,5 milliard de dollars EU au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. En outre, Madagascar profiterait des nouvelles possibilités offertes par l'Accord de Cotonou, qui établissait un véritable partenariat entre l'UE et les pays ACP. L'initiative "tout sauf les armes" de l'UE aurait également un impact positif. Bientôt, Madagascar répondrait aux conditions requises pour bénéficier de la Loi des États-Unis sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique, ce qui permettrait aux produits malgaches d'entrer aux États-Unis en franchise de droits. Ces initiatives offraient à Madagascar de bonnes perspectives de développement.

26. Madagascar avait déployé des efforts considérables pour créer un environnement favorable à l'investissement privé, tant étranger qu'intérieur, et il était possible pour les capitaux étrangers de détenir des sociétés à 100 pour cent, à l'exception de certains secteurs. Les 259 entreprises établies dans les zones franches industrielles d'exportation apportaient une contribution dynamique à l'économie. Néanmoins, il restait toujours difficile d'acquérir des biens fonciers, ce qui pouvait constituer un frein aux investissements étrangers, notamment dans le secteur du tourisme. La présentatrice a demandé si Madagascar envisageait une réforme de la législation sur la propriété foncière.

27. Elle a demandé des précisions sur l'autonomie des provinces, établie depuis les élections de décembre 2000, étant donné que cela pourrait favoriser ou freiner l'IED au niveau régional.

28. Le programme de privatisation avait bien progressé depuis 1996, même si le rapport du Secrétariat constatait un certain ralentissement du processus, notamment dans le secteur des services. Les effets positifs de la privatisation du secteur bancaire, depuis 1998, démontraient que la privatisation suscitait un nouveau dynamisme économique. La présentatrice a encouragé Madagascar à poursuivre une politique de privatisation ouverte et claire afin d'attirer de nouveaux investissements privés, et à garantir la compétitivité des entreprises locales, qui fonctionnaient dans un environnement régional concurrentiel. À cet égard, elle a demandé si le gouvernement avait progressé dans la privatisation de la compagnie aérienne nationale (Air Madagascar), de l'autorité aéroportuaire (ADEMA) et de la société chargée des télécommunications (TELMA).

29. En dépit des efforts déployés par le gouvernement, Madagascar avait rencontré des difficultés dans la mise en œuvre de ses obligations multilatérales, en particulier ses obligations dans le cadre de l'OMC, en raison du manque de capacités institutionnelles, humaines et techniques. La présentatrice a demandé quels étaient les secteurs et les activités pour lesquels le gouvernement avait besoin d'une assistance technique, et quelles étaient les actions prioritaires à mener.

30. Au cours des dernières années, Madagascar avait considérablement libéralisé son régime de commerce extérieur et manifesté clairement sa volonté d'ouvrir son économie et de diversifier ses relations commerciales par la voie de plusieurs initiatives et accords en faveur de la promotion du commerce multilatéral, régional et bilatéral, tels que le COMESA, l'Initiative transfrontières et la Commission de l'océan Indien. Plusieurs accords, en particulier l'Accord de Cotonou, prévoyaient l'accès aux marchés préférentiel et non réciproque pour les produits de Madagascar.

31. Bien que la participation de Madagascar à ces accords fût récente, le gouvernement s'efforçait de remplir scrupuleusement ses obligations: Madagascar faisait partie des quelques pays du COMESA qui avaient mis en place une zone de libre-échange dans le délai requis, à savoir le 31 octobre 2000.

32. Madagascar avait engagé un processus de simplification et de réduction des droits de douane et d'élimination de la plupart des restrictions à l'exportation et à l'importation. Toutefois, la consolidation des droits sur les produits non agricoles était minime, et la réglementation en matière de taxation à l'importation était complexe. La présentatrice a demandé quelles mesures le gouvernement entendait prendre dans ces domaines.

33. Le gouvernement avait encouragé la libéralisation dans tous les secteurs et le désengagement progressif de l'État. L'agriculture était incluse dans ce processus. L'agriculture, qui représentait une part essentielle des recettes d'exportation de Madagascar, était un secteur fragile, avec des fluctuations de la production dues aux conditions climatiques. En outre, le développement du secteur était freiné par l'insuffisance des réseaux de transport et de commercialisation.

34. Madagascar disposait d'un atout considérable dans le secteur de l'aquaculture, où le gouvernement avait adopté un système transparent et concurrentiel. Une plus grande transparence en ce qui concernait les mesures phytosanitaires pourrait être utile pour surmonter les restrictions imposées par les pays importateurs sur les exportations malgaches de produits de la pêche. La présentatrice a demandé des renseignements sur les mesures sanitaires que le gouvernement avait prises pour obtenir la levée des interdictions d'importer imposées par l'UE sur les produits de la pêche de Madagascar.

35. Outre ses ressources abondantes en eau, Madagascar était riche en ressources naturelles et possédait un fort potentiel de développement dans le secteur minier et dans celui de l'énergie. La présentatrice a demandé quels étaient les principaux éléments de la réforme en cours dans le secteur de l'électricité et quelle était la législation que le gouvernement comptait adopter pour attirer l'investissement privé vers le secteur minier. Le secteur manufacturier était encore insuffisamment



développé, mais avait pris de l'importance, en particulier en raison des activités considérables dans les zones franches industrielles d'exportation. La présentatrice a demandé des renseignements sur la réforme en cours de la législation régissant ces zones.

36. Le secteur des services constituait le moteur du redressement économique de Madagascar. Il contribuait pour plus de la moitié à la richesse du pays. En 1997 et 1998, le gouvernement avait consenti des efforts importants de libéralisation du sous-secteur bancaire et de celui de l'assurance. Madagascar faisait partie des premiers pays africains à avoir ouvert partiellement à la concurrence le secteur des télécommunications. La présentatrice a demandé des renseignements additionnels sur les réformes dans ce secteur.

37. Faisant observer que les engagements limités de Madagascar dans le cadre de l'AGCS ne correspondaient pas pleinement aux efforts de libéralisation déjà déployés dans ce domaine, la présentatrice a encouragé Madagascar à participer aux négociations en cours au titre de l'AGCS.

38. Madagascar avait créé un environnement de concurrence saine et loyale, promouvant ainsi une économie plus diversifiée et moins vulnérable. Les investisseurs étrangers voyaient des possibilités prometteuses dans les secteurs des textiles, de la pêche, des industries extractives, des télécommunications et du tourisme, et considéraient que les handicaps qui affectaient l'économie étaient compensés par les avantages. Les défis qui se présentaient étaient notamment la réduction de la pauvreté, une meilleure application de la législation existante, l'amélioration des infrastructures, la promotion d'une administration plus efficace et transparente, et l'appui aux petites entreprises. La présentatrice a exprimé l'espoir que l'examen de la politique commerciale de Madagascar soit l'occasion de mieux comprendre les besoins essentiels du pays en matière de formation et d'assistance technique, et que Madagascar continue dans la voie des réformes, permettant une plus grande intégration dans l'économie mondiale. Il fallait une cohérence entre les recommandations (des organisations internationales) en faveur de la libéralisation des échanges et celles qui concernaient l'augmentation des recettes publiques.

#### IV. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

39. Le représentant de Hong Kong, Chine a fait observer que le commerce entre son pays et Madagascar s'était accru à un taux annuel de 8 pour cent entre 1995 et 1999. Il a félicité Madagascar pour avoir simplifié le régime tarifaire et abaissé les droits de douane. Il s'est déclaré préoccupé par le fait que la taxe d'importation, qui était perçue sur plus de 80 pour cent des lignes tarifaires à des taux qui pouvaient atteindre 30 pour cent, puisse servir de mesure protectionniste pour les produits nationaux, et il a vivement engagé Madagascar à envisager une baisse supplémentaire. Il a également encouragé Madagascar à consolider les taux de droits dans le secteur des produits non agricoles de façon à offrir plus de certitude à ses partenaires commerciaux. L'intervenant a exprimé sa satisfaction au vu des efforts déployés par Madagascar pour respecter ses obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC d'ici à 2006, et a fait l'éloge des dispositions prises par l'Office malgache de la propriété industrielle (OMAPI) et l'Office malgache du droit d'auteur (OMDA) pour introduire des modifications législatives afin de se préparer en vue de cet objectif. Il a indiqué qu'un projet commandité conjointement par l'Australie; le Bangladesh; les CE et leurs États membres; Hong Kong, Chine; la Norvège et la Zambie avait été lancé pour offrir l'assistance d'experts aux pays Membres figurant parmi les moins avancés pour l'examen de leur législation dans le domaine des ADPIC en 2006. Des efforts de libéralisation substantiels avaient été déployés dans un certain nombre de sous-secteurs des services, comme les finances, les télécommunications et les transports et l'intervenant a encouragé Madagascar à traduire ces efforts en engagements contraignants dans le cadre des négociations en cours sur les services.

40. Le représentant du Canada a félicité Madagascar des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme de réforme économique, ce qui s'était traduit par une augmentation des revenus du gouvernement, avait contribué à une croissance supérieure à 3,5 pour cent par an et aidé à réduire substantiellement l'inflation. Il a également fait l'éloge du gouvernement pour les réformes et stratégies appliquées pour lutter contre la pauvreté. Notant que la libéralisation des échanges avait été au cœur des réformes économiques de Madagascar, il a encouragé les efforts déployés par le gouvernement pour établir une commission nationale chargée de suivre la mise en œuvre des engagements contractés dans le cadre de l'OMC (par exemple dans des domaines tels que l'évaluation en douane), d'adapter le système juridique du pays aux règles de l'OMC et de sensibiliser le public aux avantages des régimes libres et ouverts en matière de commerce et d'investissement. L'intervenant s'est félicité des efforts consentis pour créer un environnement favorable aux investissements privés tant intérieurs qu'étrangers. Le Canada avait inclus Madagascar dans la liste des onze pays qui bénéficieraient d'un moratoire sur les versements bilatéraux au titre du service de la dette entré en vigueur en janvier 2001, et une fois que Madagascar serait parvenue au point d'achèvement au titre de l'Initiative PPTE, le Canada effacerait complètement la dette de Madagascar de ses registres. Il a indiqué que son pays avait présenté des questions écrites portant sur divers aspects des réformes économiques et des pratiques commerciales de Madagascar et a demandé quels étaient les efforts consentis par le pays pour mettre en œuvre des obligations dans le cadre de l'OMC telles que l'Accord sur l'évaluation en douane.

41. Le représentant de l'Union européenne a indiqué que l'UE attachait une importance particulière à ses relations politiques et économiques étroites avec Madagascar. Les échanges bilatéraux s'élevaient à près de 800 millions d'euros par an. En vertu de l'Accord de Cotonou, Madagascar bénéficiait d'un accès aux marchés préférentiel pour une grande partie de ses exportations; cet accès aux marchés préférentiel en faveur des PMA était important pour leurs résultats économiques. L'Accord de Cotonou était le fondement de la relation stable et diversifiée qui unissait l'UE et Madagascar. L'UE faisait partie des principaux donateurs pour Madagascar. L'intervenant a demandé quelles mesures spécifiques le gouvernement entendait mettre en place pour créer un environnement favorable au commerce et à l'investissement, et quel était le calendrier prévu pour l'adoption de ces mesures. Il a demandé des renseignements supplémentaires sur les plans de

Madagascar visant à faire du commerce une partie intégrante de la stratégie de développement du pays, en particulier en ce qui concernait la stratégie de lutte contre la pauvreté élaborée en coopération avec la Banque mondiale et d'autres donateurs. L'intervenant a demandé des renseignements sur les dispositions prises par Madagascar pour satisfaire à l'obligation qui lui incombait de mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur les ADPIC d'ici à 2006. Bien qu'il s'agisse d'une priorité pour le gouvernement, peu de progrès avaient été accomplis. Dans le contexte de la prochaine Conférence ministérielle au Qatar, l'UE espérait explorer avec les PMA la possibilité de lancer un nouveau cycle de négociations. Madagascar disposait d'un gros potentiel de développement, et le pays était bien placé pour tirer parti de l'expansion du système commercial multilatéral, en traitant aussi de nouvelles questions, comme la concurrence et l'investissement. En règle générale, l'existence et l'application des règles commerciales internationales profitaient aux économies telles que Madagascar par la transparence et la prévisibilité et en faisant l'économie de réglementations excessives et d'actions unilatérales, ou d'autres formes de protectionnisme. En ce qui concernait les rapports entre le commerce et l'environnement, l'intervenant a appelé de ses vœux la transparence et la prévisibilité au profit des exportations malgaches, qui étaient en grande partie soumises à des normes sanitaires et environnementales. S'agissant de la facilitation des échanges, l'UE estimait que la simplification des procédures aiderait les petites entreprises des pays en développement comme Madagascar. À propos de l'investissement, l'UE estimait que des règles claires et transparentes au niveau multilatéral inciteraient les investisseurs internationaux à localiser leurs activités en dehors des zones traditionnelles, dans des pays à fort potentiel comme Madagascar.

42. La représentante du Japon a indiqué que le volume des échanges entre son pays et Madagascar s'élevait à environ 64 millions de dollars EU en 1998. Le Japon exportait des produits tels que les automobiles, et en importait d'autres, comme les crevettes et la vanille. Plusieurs sociétés de commerce japonaises étaient établies à Madagascar. L'intervenante a félicité le gouvernement d'avoir levé tous les obstacles à la création d'un environnement concurrentiel sain et équitable. Le Japon appuyait les principaux objectifs de la politique malgache: lutter contre la pauvreté et faire en sorte que le secteur commercial et le secteur privé soient les forces motrices de la croissance économique. Le Japon avait accordé une assistance économique et technique pour le développement économique de Madagascar par la voie de l'aide publique au développement (52 millions de dollars EU en 1998). L'intervenante a demandé quelles étaient les perspectives pour que Madagascar étende la gamme des produits faisant l'objet de consolidations tarifaires, et quelles étaient les raisons de la taxe d'importation perçue sur plus de 80 pour cent des lignes tarifaires en plus des droits de douane. Elle s'est également enquis de la définition des "autres taxes" perçues au taux de 250 pour cent. Notant que Madagascar révisait la législation concernant les brevets, les marques et le droit d'auteur pour se préparer à respecter ses engagements dans le cadre de l'OMC d'ici à 2006, l'intervenante a demandé des renseignements sur les principaux points de la législation révisée et sur le calendrier prévu pour le processus législatif. Elle s'est félicitée des plans de privatisation des sous-secteurs du transport aérien et des télécommunications avant la fin de 2001. Faisant observer que la Liste des engagements spécifiques de Madagascar au titre de l'AGCS ne couvrait que quelques activités de services fournis aux entreprises, l'intervenante a indiqué que le Japon attendait de Madagascar qu'elle poursuive la libéralisation progressive, y compris l'extension de la portée de ses engagements dans le cadre des négociations en cours sur le commerce des services.

43. Le représentant de Maurice a décrit les bonnes relations qui existaient depuis longtemps entre son pays et Madagascar comme étant fondées sur les liens économiques et culturels nés de leur grande proximité géographique. Les deux pays participaient à l'Accord de Cotonou, et étaient membres du COMESA, de la Commission de l'océan Indien et de l'Association des pays riverains de l'océan Indien. Le potentiel de Madagascar en termes de ressources minières, halieutiques et énergétiques était considérable et devrait être développé d'une manière durable. Le lourd fardeau du service de la dette de Madagascar avait empêché que les ressources soient affectées aux secteurs productifs. En dépit de contraintes, dans les années 90, Madagascar avait suivi une politique de libéralisation et de privatisation. Le secteur des services avait bénéficié de cette politique et contribuait à présent pour

environ 52 pour cent du PIB du pays. Le tourisme, sous-secteur majeur, contribuait pour environ 16,8 pour cent du PIB et employait quelque 16 000 personnes. La politique gouvernementale avait été bénéfique pour le sous-secteur, et la privatisation d'Air Madagascar et de l'autorité aéroportuaire faciliterait sa croissance. Les sous-secteurs des finances et des télécommunications étaient également en train de se développer rapidement. La Loi de 1996 avait permis de réformer le sous-secteur des services financiers et encourageait l'établissement de plusieurs institutions financières, y compris des banques à capitaux étrangers. La société des télécommunications malgaches (TELMA) était partiellement privatisée, l'État détenant encore 66 pour cent de son capital. En 1996, Maurice avait contribué à l'établissement d'une ligne téléphonique directe entre les deux pays. Maurice avait auparavant collaboré avec Madagascar à l'établissement de zones franches industrielles d'exportation pour le secteur manufacturier, en ce qui concernait en particulier le secteur des textiles. Madagascar produisait divers produits agricoles, notamment vanille, poivre, girofle et cacao. Néanmoins, Madagascar n'était pas autosuffisante dans sa production agricole et il fallait soutenir le gouvernement eu égard à l'objectif qu'il s'était donné de garantir l'approvisionnement en denrées alimentaires. Par ailleurs, il fallait appuyer les objectifs de Madagascar en matière de développement rural.

44. Le représentant des États-Unis a indiqué que son pays et Madagascar avaient développé des relations amicales et des liens économiques solides qui étaient encore renforcés par la rapide croissance des relations commerciales. On estimait que les importations de produits manufacturés aux États-Unis, y compris les textiles, avaient été supérieures à 100 millions de dollars EU en 2000. L'expansion du commerce avec Madagascar et d'autres pays de l'Afrique subsaharienne faisait partie des objectifs de la Loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique (AGOA) de 2000. En 1998, la Société pour les investissements privés à l'étranger avait signé un accord bilatéral d'incitations à l'investissement avec le gouvernement de Madagascar. Ces dernières années, l'aide économique accordée par les États-Unis à Madagascar s'était élevée au total à plus de 20 millions de dollars EU par an. Madagascar faisait partie des PMA, mais elle avait amélioré sa croissance économique et, depuis 1997, celle-ci avait dépassé la croissance démographique. Les politiques de libéralisation des échanges et de privatisation avaient joué un rôle important pour atteindre ces objectifs. Madagascar avait simplifié sa structure tarifaire et réduit les taux de droits moyens, et, en 2000, avait commencé d'utiliser la méthode d'évaluation fondée sur la valeur transactionnelle pour les importations. En raison des progrès ininterrompus accomplis par Madagascar en matière de réforme économique, le pays pouvait prétendre à un allègement supplémentaire de la dette dans le cadre de l'Initiative PPTE. Les États-Unis appuyaient l'objectif du gouvernement selon lequel la politique commerciale devait contribuer à la réduction de la pauvreté en permettant au secteur commercial et au secteur privé de jouer un rôle moteur dans la croissance économique. Ce renforcement des capacités liées au commerce était important pour libéraliser davantage les échanges dans les PMA. Les États-Unis comptaient dépenser environ 5 millions de dollars EU en assistance technique en faveur de l'Afrique pour des questions liées à l'OMC. L'intervenant a remarqué que l'environnement juridique et réglementaire pouvait être une source de frustrations pour les investisseurs étrangers à Madagascar. Des réformes intervenaient dans le domaine des procédures douanières, un bon système douanier pouvait être un atout pour attirer et accroître le commerce et l'investissement. L'intervenant a instamment prié Madagascar de notifier son point d'information à l'OMC en ce qui concernait l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et de faire progresser la mise en œuvre et l'administration de cet accord. Il a encouragé Madagascar à présenter une demande d'assistance technique au Comité OTC (si cette assistance était nécessaire pour respecter les obligations découlant de l'Accord), à accroître ses engagements au titre de l'AGCS et à abaisser les taux d'imposition des échanges. L'intervenant a fait l'éloge du programme de privatisation du gouvernement et a vivement incité ce dernier à mener à son terme la privatisation d'Air Madagascar et de Telecom Malagasy avant la fin de 2001.

45. Le représentant de l'Inde a estimé que le moment choisi pour l'examen de la politique commerciale de Madagascar était très approprié car il coïncidait avec la tenue de séminaires de l'OMC sur le Cadre intégré et sur le lien entre la technologie, le commerce et le développement. L'examen de

la politique commerciale d'un pays comme Madagascar permettait aux Membres de l'OMC de comprendre comment effectivement les politiques commerciales des PMA contribuaient à la croissance durable de leurs économies et au bien-être de leurs populations. L'intervenant s'est enquis de la situation de Madagascar en ce qui concernait la mise en œuvre du Cadre intégré et des vues des autorités sur les moyens de le rendre plus efficace. Les réformes économiques entreprises par Madagascar ces dernières années avaient une vaste portée et étaient véritablement impressionnantes. Le gouvernement s'était retiré des secteurs de la production et de la distribution, ne conservant qu'un rôle limité de surveillance. Toutes les restrictions en matière de change et de transactions extérieures courantes avaient été abolies. Des initiatives majeures avaient été prises pour promouvoir le tourisme, l'énergie, les activités minières et les transports, tout en préservant l'environnement. Les investissements étrangers ne faisaient plus l'objet de restrictions réglementaires et étaient soumis aux mêmes modalités et conditions que les investissements nationaux. Les réformes avaient contribué à favoriser la stabilité macro-économique et avaient placé Madagascar dans la voie de la croissance forte et durable du revenu par habitant. En dépit de ces résultats, Madagascar demeurait un pays pauvre en raison du niveau élevé de sa dette. L'intervenant a indiqué que son pays espérait que l'inclusion dans le cadre de l'Initiative PPTE améliorerait la situation de Madagascar. Il a demandé à la délégation malgache de donner plus de précisions au sujet de sa déclaration selon laquelle le pays avait besoin d'une assistance technique substantielle. Il a indiqué que, compte tenu du climat du pays, il était important que Madagascar diversifie sa base d'exportation. Il était important que Madagascar bénéficie des percées technologiques réalisées dans le monde entier. Le commerce bilatéral entre l'Inde et Madagascar s'élevait à environ 12 millions de dollars EU en 1998.

46. Le représentant de la Norvège a rappelé l'excellente coopération établie entre son pays et Madagascar, et a félicité le gouvernement de Madagascar d'avoir clairement souligné que l'objectif principal de sa politique commerciale était de contribuer à la réduction de la pauvreté. L'intervenant a estimé lui aussi que le secteur commercial et le secteur privé pouvaient jouer un rôle important dans la croissance économique. Il a encouragé les efforts déployés par le gouvernement en faveur de la bonne gestion des affaires publiques, des investissements, du développement des infrastructures, de l'éducation et de la formation, et a réaffirmé l'engagement et l'appui sans faille de son pays à cet égard. Il était nécessaire de mieux intégrer le commerce dans les activités générales de développement. La Norvège participait activement aux efforts consentis pour renforcer encore le Cadre intégré. Madagascar avait souligné son manque de capacités pour mettre en œuvre les Accords et les Décisions de l'OMC, ce qui mettait en relief la nécessité de s'assurer de la base financière des activités de coopération technique de l'OMC. L'intervenant a sollicité des renseignements supplémentaires et a demandé si l'Accord sur l'évaluation en douane avait été mis en œuvre en novembre 2000. Il a fait l'éloge des objectifs de Madagascar en ce qui concernait le sous-secteur de la pêche et la réforme du système de gestion des crevettes récemment introduite, comme constituant des pratiques de gestion saine des ressources naturelles. Il a demandé quelles étaient les perspectives de renforcement de la coopération régionale et les effets de cette coopération sur le système multilatéral.

47. La représentante de la Malaisie a fait observer que Madagascar avait obtenu des taux de croissance et de baisse de l'inflation positifs, malgré l'existence d'une dette extérieure élevée, des conditions climatiques difficiles et d'importantes hausses des prix du pétrole. Ces améliorations économiques étaient d'autant plus encourageantes que l'environnement extérieur était médiocre, les prix des produits de base étaient bas et les termes de l'échange se dégradaient. Madagascar avait le potentiel pour intensifier sa croissance économique. L'intervenante a pris note de la politique en vigueur pour renforcer la croissance des exportations et l'investissement et a indiqué que l'établissement de zones franches industrielles d'exportation et d'un régime favorable à l'investissement attirait les investissements, notamment en provenance de Malaisie. Elle a encouragé le renforcement et la diversification de la base d'exportation dans le secteur manufacturier. La Malaisie estimait que la communauté internationale, les institutions financières internationales et l'OMC devaient faire plus pour aider Madagascar dans ses efforts de développement économique. L'intervenante a souligné le nombre de besoins spécifiques en matière d'assistance technique

mentionnés dans le rapport, notamment ceux qui concernaient la mise en œuvre des Accords de l'OMC.

48. Le représentant du Mozambique a félicité Madagascar pour les progrès accomplis dans le cadre du programme de réformes économiques et de la mise en œuvre de la libéralisation progressive des échanges. Il a indiqué que son pays était satisfait que Madagascar ait élaboré une politique commerciale destinée à réduire la pauvreté et à offrir un niveau de vie plus élevé au peuple malgache. La participation de Madagascar aux initiatives régionales et bilatérales contribuerait à l'établissement de stratégies de lutte contre la pauvreté et renforcerait les efforts de coopération et d'intégration régionale. L'intervenant a souligné les besoins de Madagascar en matière d'assistance technique ininterrompue dans un grand nombre de domaines liés au commerce afin de remplir ses obligations dans le cadre de l'OMC.

49. Le représentant de Djibouti a fait observer que l'effectif de la délégation malgache était nombreux, ce qui indiquait l'importance que Madagascar attachait aux règles du commerce international administrées par l'OMC. Il a dit que seules quelques questions auraient dû être posées à Madagascar, en tant que PMA; Djibouti connaissait bien la situation économique et politique de Madagascar.

50. La représentante du Gabon a exprimé son soutien à la délégation malgache et a indiqué qu'il importait de faire en sorte que les besoins du pays en matière d'assistance technique soient pleinement satisfaits afin d'aider Madagascar à se développer.

## V. RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DE MADAGASCAR ET AUTRES OBSERVATIONS

51. La délégation de Madagascar a fourni des réponses écrites aux questions écrites communiquées à l'avance ainsi qu'aux questions soulevées le premier jour de la réunion. Trois thèmes s'étaient dégagés de ces questions: 1) l'environnement économique; 2) l'analyse de la politique commerciale par mesure; et 3) la politique sectorielle.

### 1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

52. Le représentant de Madagascar a présenté les réponses de sa délégation aux questions liées au premier thème. Le Président a invité la présentatrice à formuler des observations sur ces réponses, puis il a convié les autres participants à faire de même. Il a indiqué que le rapport révisé du gouvernement était disponible.

53. La présentatrice a félicité le gouvernement de Madagascar pour avoir recensé les sociétés qui seraient privatisées d'ici à 2002 et a noté que cette liste incluait le secteur de l'assurance. Elle a encouragé le gouvernement à informer le Secrétariat de l'OMC des éléments de la nouvelle législation sur les zones industrielles, dès qu'ils seraient connus. Des renseignements supplémentaires au sujet, d'une part, du régime des cessions à bail, notamment en ce qui concernait ses effets sur l'investissement et, d'autre part, de la manière dont le gouvernement et les provinces autonomes se répartiraient les responsabilités dans ce domaine seraient accueillis avec satisfaction.

54. Le représentant de l'Union européenne a noté avec intérêt et satisfaction que le gouvernement avait des objectifs de politique bien définis et avait élaboré des programmes détaillés pour les atteindre. Il a exprimé le soutien de l'UE aux objectifs en matière de développement économique et de réduction de la pauvreté. Madagascar demeurerait tributaire des droits de douane comme source première de recettes publiques. Des mesures avaient été adoptées et mises en œuvre dans ce domaine, notamment des mesures visant à renforcer les institutions et à réorganiser l'administration compétente. Notant que le gouvernement s'efforçait d'inclure l'économie informelle dans le secteur formel et réglementé, l'intervenant a demandé des renseignements supplémentaires sur les mesures et les incitations adoptées à cet égard. Il a également demandé quelles étaient les mesures adoptées pour réduire la dépendance à l'égard des recettes douanières. S'agissant des questions relatives à la concurrence, il a suggéré que le gouvernement fasse en sorte qu'un cadre approprié à l'application de la législation soit mis en place en même temps que la nouvelle législation.

55. La représentante des États-Unis a mis l'accent sur l'intérêt que portait son pays aux réponses du gouvernement concernant les privatisations. Elle a noté que la privatisation des entreprises d'État avait contribué à une augmentation de 260 pour cent de l'IED et a demandé si le gouvernement entendait utiliser la privatisation pour attirer des niveaux d'IED plus élevés. L'intervenante a demandé des renseignements sur le plan du gouvernement visant à établir une commission nationale chargée de suivre la mise en œuvre des Accords de l'OMC.

56. Le représentant du Canada a encouragé le gouvernement de Madagascar à améliorer la coordination interministérielle et interinstitutions de la politique commerciale et a indiqué que son pays souhaiterait plus d'informations sur la commission internationale chargée de suivre la mise en œuvre des Accords de l'OMC.

57. Le représentant de Madagascar a dit que son gouvernement était en train de mettre à jour la législation régissant les zones franches industrielles d'exportation et qu'une fois que la loi révisée serait promulguée, elle serait communiquée au Secrétariat de l'OMC. S'agissant du régime des cessions à bail, le gouvernement estimait que le régime actuel était satisfaisant pour la plupart des investisseurs. Les baux étaient cessibles et pouvaient être utilisés pour le nantissement et comme

garanties hypothécaires. Le gouvernement avait toujours été très centralisé. L'établissement des provinces autonomes avait pour objet de renforcer la décentralisation et de rapprocher le processus de prise de décisions de la population. Certaines provinces autonomes avaient établi des assemblées et organisé des élections. Le gouvernement central conserverait ses pouvoirs en matière de sécurité, de relations internationales et de défense et la législation nationale l'emporterait sur la législation adoptée au niveau local. Les éléments de ce transfert de pouvoirs et de compétences en faveur des provinces autonomes demeuraient à déterminer. Outre le partage des responsabilités, les provinces partageraient également les ressources financières, tant celles qui provenaient du budget national que les taxes perçues au niveau local. Un pourcentage élevé des recettes publiques provenait des droits de douane; le gouvernement avait adopté des mesures destinées à accroître les recettes provenant d'autres sources, telles que les taxes sur les entreprises et les investissements. Des mesures étaient également en cours d'adoption pour réduire les impositions douanières. Le secteur informel représentait une part significative de l'activité économique; le gouvernement avait adopté des mesures pour encourager les enregistrements et l'officialisation des activités. Il avait mis à jour la Loi sur les coopératives de façon à accorder des avantages aux petites entreprises qui s'organisaient en coopératives. Le gouvernement était en train d'élaborer une nouvelle loi sur la concurrence et prévoyait de la présenter à l'Assemblée nationale en mai 2001. Il avait établi des organismes, tels que l'OMERT, chargés de réglementer et de réformer les secteurs à privatiser car il estimait qu'une réforme sectorielle était nécessaire pour garantir le succès de la privatisation. Le gouvernement encourageait la participation des ressortissants malgaches, mais reconnaissait que les investissements étrangers étaient nécessaires, notamment en ce qui concernait la privatisation des grandes entreprises. L'intervenant a fait observer que des consultations avaient lieu dans le cadre de chaque ministère et organisme concerné par la politique commerciale et que le gouvernement espérait établir la commission nationale en question d'ici à la fin de 2001.

## 2) ANALYSE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE PAR MESURE

58. Le représentant de Madagascar a présenté les réponses de sa délégation aux questions posées au titre du deuxième thème.

59. Le représentant du Canada a encouragé Madagascar à recenser ses besoins en matière d'assistance technique et à les classer par ordre de priorité. Il a demandé où en était Madagascar dans l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane et si des valeurs minimales étaient toujours appliquées à certains produits. L'intervenant a indiqué que son pays souhaitait connaître les dispositions que Madagascar prenait pour transférer la responsabilité de l'inspection avant expédition à l'administration nationale des douanes. Il a encouragé Madagascar à acquérir au moins le statut d'observateur dans le cadre de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics.

60. Le représentant de l'UE s'est félicité de l'adoption par Madagascar de la valeur transactionnelle aux fins de l'évaluation en douane. Il a souligné que l'objectif devrait être de renforcer les capacités des douanes de façon à éliminer un jour l'inspection avant expédition. L'intervenant a suggéré que si le contrat de Madagascar relatif à l'inspection avant expédition devait continuer de s'appliquer, il devrait contenir des dispositions en matière d'élimination progressive et prévoir une formation des fonctionnaires des douanes malgaches par la société contractante. Il a encouragé Madagascar à participer au programme de l'OMC sur la facilitation des échanges qui jouait le rôle d'une tribune où les pays faisaient part de leurs expériences et des difficultés qu'ils rencontraient dans la mise en œuvre des programmes de réforme, et où ils répertoriaient leurs besoins en matière de renforcement des capacités.

61. La représentante du Japon a félicité Madagascar de ses efforts pour mettre en œuvre l'Accord sur l'évaluation en douane et pour restructurer le système tarifaire. Elle a demandé si les prix minimums à l'importation étaient en conséquence abolis, et quelles étaient les perspectives pour que Madagascar augmente le nombre de produits faisant l'objet de consolidations tarifaires.



L'intervenante a également demandé dans quel but les taux des droits de douane étaient élevés, de même que les niveaux des autres droits.

62. La représentante des États-Unis s'est félicitée des efforts déployés par le gouvernement pour rédiger une nouvelle législation permettant à Madagascar de satisfaire à ses obligations dans le domaine des ADPIC. Elle a demandé des renseignements supplémentaires sur le calendrier établi par Madagascar pour la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC.

63. Le représentant de Madagascar a indiqué que des prix minimums à l'importation étaient appliqués à titre de mesure transitoire et dans le cadre du processus de renforcement des institutions dans le domaine de l'évaluation en douane. S'agissant de l'inspection avant expédition, le gouvernement était en train d'évaluer la situation de façon à déterminer s'il convenait de maintenir ou d'éliminer les prescriptions en la matière. Le gouvernement entendait offrir aux importateurs une diversité de services au moyen de l'inspection avant expédition. Au sujet de la protection de la propriété intellectuelle, l'intervenant a indiqué qu'une équipe de l'OMPI aiderait prochainement le gouvernement à rédiger une législation conforme à l'Accord sur les ADPIC. Les droits de douane malgaches n'étaient pas plus élevés que ceux qu'appliquaient les autres parties aux accords régionaux que Madagascar avait signés. Madagascar étofferait, en temps voulu, sa liste d'engagements.

### 3) POLITIQUE SECTORIELLE

64. Le représentant de Madagascar a présenté les réponses de sa délégation aux questions posées au titre du troisième thème.

65. La présentatrice a dit que les mesures sanitaires et phytosanitaires étaient importantes tant en ce qui concernait les importations que les exportations. Les exportations vers certains marchés étaient soumises à des règles très strictes. Elle a fait observer qu'il était essentiel de répertorier les besoins en matière d'assistance et de coopération techniques dans ce domaine, étant donné la structure de l'économie et de la base d'exportation de Madagascar. Elle a félicité le gouvernement pour sa politique de libéralisation du commerce des services et a encouragé Madagascar à s'intéresser aux négociations en cours dans ce domaine, et à les suivre. L'intervenante a noté que le gouvernement était en train de libéraliser les secteurs du transport aérien, des télécommunications et de l'énergie. La constitution d'une commission nationale chargée de suivre la mise en œuvre des Accords de l'OMC était un élément important parce qu'elle entraînerait l'établissement d'un processus consultatif.

66. Le représentant du Canada a encouragé Madagascar à étoffer la liste de ses engagements au titre de l'AGCS, particulièrement dans les domaines qui avaient déjà été libéralisés, ce qui attirerait d'autres investissements. Le secteur des télécommunications était important parce qu'il servait d'apport pour d'autres secteurs. L'intervenant a demandé si le gouvernement avait établi un calendrier pour réduire les parts qu'il détenait dans le capital de TELMA et si le gouvernement avait l'intention d'établir un organe indépendant pour réglementer ce secteur.

67. Admettant que l'observation qu'il formulait débordait le cadre du troisième thème, le représentant de l'UE s'est enquis des vues de Madagascar sur le système commercial multilatéral, des enseignements qu'elle en retirait et de sa position quant à un nouveau cycle de négociations commerciales.

68. Le représentant de Madagascar a indiqué que son gouvernement avait engagé le processus de libéralisation et de privatisation des secteurs du transport aérien, des télécommunications et de l'énergie. Le gouvernement avait pour politique d'établir des structures réglementaires et de réformer chaque secteur avant de privatiser les sociétés ayant des activités dans ces domaines. Des organismes réglementaires avaient déjà été établis: l'ADEMA, dans le domaine de l'aviation civile, l'Office des hydrocarbures, et l'OMERT, dans le domaine des télécommunications. L'OMERT fonctionnait depuis

presque une année. Le gouvernement prévoyait de mener à son terme l'appel d'offres en vue de la privatisation de TELMA d'ici à la fin de mars 2001; la Banque mondiale participait à ce processus. L'intervenant a fait observer que Madagascar définirait sa position au sujet d'un nouveau cycle de négociations commerciales dans le cadre du Groupe Afrique de l'OMC.

69. Le représentant du Japon a demandé des précisions supplémentaires concernant l'application des autres droits en plus des droits de douane.

70. Le représentant de Madagascar a indiqué que les consolidations tarifaires du pays ne s'appliquaient qu'aux produits agricoles et à certains produits chimiques et que le taux de droit consolidé sur ces produits était de 30 pour cent. L'intervenant a expliqué que les taxes d'importation, autres que les droits de douane, étaient consolidées au taux plafond de 250 pour cent, et n'étaient appliquées qu'à certains de ces produits. Pour les autres produits, les taxes n'étaient pas consolidées. Dans la pratique, elles n'étaient pas appliquées au niveau de 250 pour cent.

71. La présentatrice a fait remarquer qu'il s'agissait d'une question de cohérence entre les programmes d'ajustement structurel exécutés par le FMI et la Banque mondiale et la politique économique globale; c'était une question très complexe. Dans certains cas, les opérateurs pouvaient être amenés à croire que les produits pénétrant sur le marché malgache étaient taxés à 250 pour cent. Elle a indiqué que la question de la cohérence était très importante et qu'il fallait que la politique en vigueur soit celle qui était élaborée conjointement par le FMI, la Banque mondiale et l'OMC. Il était paradoxal qu'une organisation internationale puisse contester une politique adoptée sous les auspices d'une autre organisation internationale. La présentatrice a encouragé les Membres à appuyer la politique de cohérence, et a fait observer que le Conseil général de l'OMC accordait une importance toujours plus grande à la dimension économique des questions relatives à la politique commerciale et au développement.

72. Le Président a indiqué que les engagements de Madagascar pour ce qui était de la consolidation des droits de douane et autres droits et impositions étaient présentés dans le rapport du Secrétariat, pages 31 et 34, paragraphes 15, 16 et 19 (WT/TPR/S/80).

73. Le représentant du Nigéria a indiqué que son pays avait pris note des dispositions prises par le gouvernement malgache pour améliorer le niveau de vie du peuple au moyen de son programme de libéralisation des échanges et de mise en œuvre des obligations dans le cadre de l'OMC, de la privatisation et de la diversification de la base productive de l'économie. L'intervenant a vivement incité le gouvernement à consentir d'autres efforts pour créer un environnement concurrentiel qui développe le potentiel du pays et encourage l'investissement étranger. Il a fait part de l'admiration de son pays pour la nouvelle méthode de production du riz et a dit qu'il souhaitait avoir plus d'informations sur l'expérience de Madagascar à cet égard.

## **VI. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT**

74. Le débat sur la politique commerciale de Madagascar a été approfondi et constructif. Les Membres ont été impressionnés par les excellents résultats économiques récents de Madagascar, qu'ils ont attribués au renforcement de ses réformes orientées vers le marché, notamment la libéralisation des échanges. Les Membres ont félicité Madagascar pour son Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté et ont demandé des précisions sur la réorientation du commerce dans ce document. Ils ont fait observer que l'allègement de la dette de Madagascar au titre de l'Initiative PPTE améliorerait encore sa situation macro-économique. Certaines préoccupations ont été exprimées au sujet du rythme du processus de privatisation et des restrictions en matière de propriété foncière, qui avaient un effet négatif sur l'investissement étranger direct, notamment dans le sous-secteur du tourisme. Les Membres ont encouragé Madagascar à poursuivre le processus de réforme de façon à ce qu'elle puisse pleinement tirer parti de la richesse de ses ressources et de son énorme potentiel.

75. Les Membres se sont déclarés satisfaits de la participation active de Madagascar au système commercial multilatéral. Certains Membres ont exhorté Madagascar à se joindre à eux pour soutenir le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales. Les Membres ont invité Madagascar à améliorer ses engagements dans le cadre de l'AGCS, en particulier dans des domaines comme les télécommunications, les transports et le tourisme, et de respecter ses obligations de notification dans le cadre de l'OMC. Les Membres ont exprimé l'espoir qu'un Cadre intégré redynamisé, auquel Madagascar serait l'un des premiers participants, permette de mieux répondre aux besoins de Madagascar en matière d'assistance technique et l'aide à tenir ses engagements multilatéraux. Les Membres appuyaient les initiatives de Madagascar en faveur d'accords régionaux et bilatéraux pour développer son commerce, mais l'ont vivement incitée à veiller à ce que ces accords demeurent compatibles avec le système commercial multilatéral.

76. Les Membres ont pressé Madagascar de renforcer son processus intérieur de coordination de la politique commerciale et se sont déclarés encouragés par son intention d'établir une commission nationale chargée des questions relatives à l'OMC. Ils ont félicité Madagascar pour la réduction des droits d'importation, même s'il était reconnu que Madagascar pourrait rencontrer des problèmes de cohérence de politique compte tenu d'autres recommandations de porter à leur plus haut niveau possible les recettes provenant des prélèvements à l'importation. Le niveau élevé et la diversité des taxes d'importation additionnelles ont soulevé certaines préoccupations. Il a été suggéré que Madagascar augmente le nombre de ses consolidations tarifaires sur les produits non agricoles. Les Membres ont noté que Madagascar venait d'adopter les dispositions de l'OMC relatives à l'évaluation en douane et se sont enquis des éventuelles difficultés de mise en œuvre qu'elle pourrait rencontrer. Des questions ont été posées sur l'inspection avant expédition, les restrictions quantitatives sur les importations de produits comme la vanilline et les pierres précieuses, et sur la promotion des exportations, y compris les zones franches industrielles d'exportation et le crédit à l'exportation.

77. Les Membres ont fait observer que les résultats économiques de Madagascar avaient quelque peu souffert de sa dépendance marquée vis-à-vis du secteur de l'agriculture qui avait subi des conditions climatiques très difficiles. Par ailleurs, certains Membres ont souligné que les exportations de produits agricoles de Madagascar pouvaient s'accroître si les marchés étaient plus ouverts dans les pays développés. Notant que l'aquaculture était en rapide expansion à Madagascar, les Membres ont demandé quelles mesures avaient été prises à la suite de la prohibition que des pays étrangers avaient appliquée à certaines exportations malgaches, principalement les crevettes, pour des motifs sanitaires. Il a également été reconnu que Madagascar pourrait exploiter davantage le traitement préférentiel non réciproque accordé par les pays développés pour accroître ses exportations si elle améliorait son infrastructure et la compétitivité de ses produits manufacturés, principalement les textiles.

78. Les Membres ont également demandé des précisions sur un certain nombre de questions, notamment les suivantes:

- i) les marchés publics et l'éventuelle participation de Madagascar à l'Accord plurilatéral sur les marchés publics;
- ii) l'adoption d'une nouvelle législation sur la concurrence;
- iii) la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC en janvier 2006;
- iv) les réformes législatives et structurelles dans le secteur minier et le secteur de l'énergie; et
- v) les réformes structurelles dans le secteur des services, en particulier dans le domaine des services bancaires et des services d'assurance.

79. Les Membres ont accueilli avec satisfaction les réponses fournies par la délégation de Madagascar à la plupart des questions soulevées durant la réunion.

80. En conclusion, j'estime que cet examen a offert aux Membres l'occasion de mieux comprendre les défis économiques qui se posent à Madagascar. Ils étaient encouragés par les résultats économiques de Madagascar et optimistes quant aux perspectives économiques. Les Membres ont exhorté Madagascar à maintenir tant le rythme que l'orientation de ses réformes, et l'ont vivement incitée à faire en sorte que ses arrangements bilatéraux et régionaux soient compatibles avec les règles de l'OMC. À titre personnel, je préconise que tous les Membres soutiennent Madagascar dans ses efforts. À cet égard, nous devrions accorder une attention particulière à la demande de Madagascar de faire partie des pays bénéficiant de l'assistance technique.

## **ANNEXE I**

### **QUESTIONS ÉCRITES COMMUNIQUÉES À L'AVANCE PAR LES MEMBRES**

#### **HONG KONG, CHINE**

##### **Rapport du Secrétariat (WT/TPR/S/80)**

##### **Inspection avant expédition, page 29, paragraphe 5**

Il est dit que Madagascar ne renouvellera pas son contrat d'inspection avant expédition avec le Bureau Veritas lorsqu'il arrivera à expiration en avril 2001. Madagascar pourrait-elle nous faire part des nouvelles modalités institutionnelles et, le cas échéant, opérationnelles, qu'elle compte prendre pour l'inspection des importations après l'expiration du contrat?

##### **Services d'assurance, pages 54-55, paragraphes 71-75**

Le rapport indique qu'il n'y a pas de participation étrangère dans les services d'assurance à Madagascar et qu'il est prévu de privatiser la Compagnie nationale d'assurance, société parapublique. Nous aimerions en savoir plus sur le projet de privatisation, en particulier si une participation étrangère serait autorisée.

##### **Tourisme, page 55, paragraphe 77**

Le rapport mentionne que les restrictions d'accès à la propriété foncière font en quelque sorte barrage à l'investissement étranger dans le tourisme et que Madagascar s'efforce de trouver d'aider les investisseurs à cet égard. Madagascar pourrait-elle donner des précisions sur ces restrictions et les mesures d'aide? En outre, nous aimerions savoir s'il est prévu de lever les restrictions.

##### **Services de télécommunication, page 57, paragraphes 84-86**

À l'exception des services de téléphonie mobile, les tarifs de tous les services de télécommunication sont soumis à l'approbation du gouvernement. Compte tenu des diverses mesures de libéralisation prises dans ce secteur, Madagascar envisage-t-elle aussi de supprimer ou d'assouplir l'intervention de l'État sur ce point?

#### **CANADA**

##### **Rapport du Secrétariat (WT/TPR/S/80)**

##### **Observations récapitulatives, point 4, paragraphe 19 et point 5, paragraphe 22**

Le rapport du Secrétariat indique que les engagements pris par Madagascar dans le cadre de l'AGCS, qui sont limités à certains services fournis aux entreprises, ne reflètent pas les efforts de libéralisation entrepris dans le secteur des services, et qu'en relevant le niveau de ses engagements multilatéraux, en particulier dans le cadre de l'AGCS, Madagascar donnerait confiance dans l'irréversibilité des réformes en les rendant plus crédibles et respecterait plus rigoureusement les principes de l'OMC. Le gouvernement malgache a-t-il l'intention de prendre des engagements spécifiques dans les secteurs relevant de l'AGCS et dans lesquels la libéralisation est en cours, tels que les transports aériens, les services financiers, le conseil, le tourisme et les télécommunications? Dans l'affirmative, veuillez indiquer quels sont ces secteurs. Si la réponse est négative, veuillez expliquer pourquoi.

### **Chapitre I, point 1), paragraphes 5 à 7**

Selon le paragraphe 5, Madagascar serait l'un des pays les plus endettés du monde. Le service de la dette constitue un obstacle majeur au développement économique du pays. Le gouvernement a-t-il défini un plan à long terme pour réduire la dette? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions.

### **Chapitre I, point 3) i), tableaux I.4 et I.5**

Selon le tableau I.4 (Importations par grand groupe de produits, 1990-1999) et le tableau I.5 (Exportations par grand groupe de produits, 1990-1999), les importations de produits textiles sont au même niveau en 1999 qu'en 1990; or, durant la même période, les exportations de produits textiles ont augmenté de 513 pour cent. Madagascar a-t-elle concentré ses efforts sur le développement de sa capacité de production de textiles pendant les dix dernières années? Quelle part de ces exportations représentent les textiles, et quelle part les vêtements?

Madagascar a-t-elle l'intention de continuer à développer sa capacité de production de textiles pour bénéficier de la Loi américaine de 2000 sur le commerce et le développement après les quatre premières années de mise en œuvre (sachant qu'après cela les PMA n'auront plus le bénéfice de la disposition les autorisant à utiliser des textiles de pays tiers)? Dans l'affirmative, veuillez expliquer quels sont les projets de Madagascar pour développer sa capacité de production de textiles.

### **Chapitre II, point 3), paragraphes 16 à 18**

Selon les paragraphes 16 à 18, Madagascar n'a pas d'objectifs déclarés, officiels, de politique commerciale et celle-ci, à l'heure actuelle, est guidée par les droits et obligations découlant des Accords de l'OMC. Nous savons par ailleurs qu'il n'existe pas actuellement d'organisme officiel pour coordonner la formulation et l'application d'une politique commerciale. Un comité national chargé de veiller à l'application des Accords de l'OMC est censé être créé à Madagascar. Ce comité national aidera-t-il par ailleurs à formuler les objectifs de Madagascar en matière de politique commerciale? Si la réponse est non, quel est le ministère ou l'organisme officiel qui sera chargé de coordonner le processus de formulation et d'application de la politique commerciale de Madagascar?

### **Chapitre II, point 4) iv), paragraphes 26 et 29**

Selon les paragraphes 26 et 29, 50 pour cent des entreprises des zones franches industrielles appartiennent au secteur des textiles et des vêtements. Les investissements dans ces zones proviennent essentiellement de France, Maurice, Inde, Hong Kong Chine et Malaisie. Il se peut que l'attrait des investissements à Madagascar soit en partie dû aux avantages tarifaires dont bénéficient les PMA exportateurs. Nous remarquons que cinq des principaux investisseurs sont aussi d'importants producteurs de textiles et d'habillement, qui se heurtent aux contingents des principaux exportateurs; il est donc possible que, pour contourner le régime des contingents, les exportateurs de ces pays investissent à Madagascar d'où ils exportent ensuite. Comment le gouvernement malgache pense-t-il que la suppression des contingents d'ici à 2005 affectera ses zones franches industrielles? Une fois tous les textiles et l'habillement ramenés sous le régime du GATT, Madagascar espère-t-elle faire concurrence aux investisseurs de ses zones franches dans la conquête des marchés d'exportation?

### **Chapitre III, point 2) viii), paragraphe 34**

D'après le paragraphe 34, Madagascar n'est pas signataire de l'Accord plurilatéral de l'OMC sur les marchés publics et n'a pas le statut d'observateur dans le cadre de cet accord. Quelles sont les intentions de Madagascar en ce qui concerne l'accession à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics et la demande du statut d'observateur?

### **Chapitre III, point 4) i), paragraphes 58 à 60**

Selon le paragraphe 58, le gouvernement malgache a mis en place un programme de privatisation qui porte sur tous les secteurs de l'économie et touche 136 sociétés qui doivent être privatisées entre 1997 et 2002. À la fin juin 2000, 46 entreprises étaient en attente soit de privatisation, soit de liquidation. Considérant qu'il a fallu quatre ans pour recenser 46 entreprises à privatiser ou à liquider, pouvez-vous expliquer comment Madagascar entend atteindre son but de privatiser 136 sociétés dans les deux années qui viennent? Depuis juin 2000, combien d'autres sociétés ont été désignées pour être privatisées?

Selon le paragraphe 58, le processus de privatisation a été mis en œuvre pour promouvoir la concurrence dans un cadre réglementaire et institutionnel. Nous savons aussi que le gouvernement a créé plusieurs fonds spéciaux pour atténuer l'impact social des privatisations à Madagascar. Comment se font les affectations de ces fonds spéciaux? Quel organisme ou ministère est chargé d'en contrôler les dépenses?

### **Chapitre IV, point 5) iv), paragraphe 84**

Selon le paragraphe 84, le gouvernement a engagé la libéralisation du sous-secteur des télécommunications en le restructurant et en encourageant l'initiative privée dans le but d'améliorer la qualité des services. Le gouvernement ayant reconnu que favoriser le développement de l'initiative privée améliorerait les services, a-t-il étudié les avantages qu'il y aurait à prendre des engagements spécifiques dans le secteur des télécommunications dans le cadre de l'AGCS et à souscrire aux obligations contenues dans le Document de référence sur les télécommunications?

Dans le même paragraphe, il est dit que l'État détient encore 66 pour cent de Telecom Malagasy (TELMA). Puisque le gouvernement a l'intention de conserver une participation dans TELMA, envisage-t-il de créer une autorité indépendante de réglementation des télécommunications?

## **UNION EUROPÉENNE**

### **Rapport du gouvernement (WT/TPR/G/80)**

#### **Page 4, paragraphe 9**

Il est dit que le gouvernement "instaure un climat favorable à l'investissement et au commerce". Un calendrier a-t-il été arrêté avec des mesures spécifiques?

#### **Page 13, paragraphe 60**

Le gouvernement peut-il indiquer quelles mesures il lui reste à prendre et quand il compte ratifier le protocole du COMESA sur la libre circulation des personnes?

#### **Page 17, paragraphe 99**

Où en est l'intégration du commerce dans la stratégie de développement de Madagascar? En particulier, les questions commerciales s'inscrivent-elles dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté qui est la base de la coopération avec la Banque mondiale et les autres donateurs? Quelles sont les priorités à court et à moyen terme pour le développement des capacités en matière de commerce? À cet égard, quelle priorité le gouvernement accorde-t-il au Cadre intégré et quels organismes gouvernementaux seront désignés en premier lieu pour sa mise en œuvre?

**Rapport du Secrétariat (WT/TPR/S/80)**

**Chapitre I, point 2), page 4, paragraphe 12**

Madagascar a libéralisé les mouvements de capitaux en 1996. Si tel est bien le cas, pourquoi une distinction est-elle maintenue entre comptes convertibles et non convertibles, pourquoi les comptes non convertibles ne sont-ils accessibles aux étrangers que pour une durée limitée, et pourquoi est-il nécessaire de fournir des documents expliquant pourquoi des devises étrangères sont nécessaires lorsque l'on veut changer des francs malgaches?

Dans le cadre de l'accord régional du COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe), Madagascar est censée se préparer depuis 1992 à établir une union monétaire avec d'autres États d'Afrique orientale et australe qui doit être achevée en 2025 (WT/TPR/S/80, page 24). Quelles mesures de préparation ont été effectuées jusqu'à présent?

**Chapitre I, point 2), page 4, paragraphe 11**

Quelle expérience Madagascar a-t-elle du renforcement de l'administration fiscale et douanière et quelles autres mesures de réforme de l'administration douanière sont prévues?

**Chapitre II, point 4) ii), page 15, paragraphe 20**

De quelle manière le gouvernement traite-t-il les effets (négatifs) des restrictions de l'accès des étrangers à la propriété foncière pour l'investissement étranger direct, en particulier dans le tourisme?

**Chapitre II, point 5) ii), page 22, paragraphes 61 à 62**

Il est dit dans ces paragraphes que les problèmes de mise en œuvre des Accords de l'OMC restent dus à un manque de ressources humaines et de ressources financières. En même temps, Madagascar a signé, ou s'apprête à le faire, un certain nombre d'accords régionaux. Une analyse a-t-elle été faite des effets économiques de ces initiatives: quelles en seront les conséquences en termes de ressources humaines et de capacités techniques dans les principaux ministères et en termes de besoins de développement des capacités? Dans quelle mesure le secteur privé est-il associé à la mise en place de ces arrangements commerciaux régionaux? L'UE aimerait obtenir davantage de renseignements sur la manière dont Madagascar consulte la société civile, y compris les ONG, pour définir sa politique commerciale.

**Page x, paragraphe 22**

Le rapport du Secrétariat et celui du gouvernement confirment que l'assistance technique est considérée par Madagascar comme essentielle pour que le pays puisse respecter intégralement ses obligations découlant des Accords de l'OMC. Il serait utile de savoir si Madagascar a engagé des actions pour préciser et inventorier ses besoins en matière d'assistance technique dans les divers domaines d'activité de l'OMC.

**Chapitre III, point iii) Droits de douane**

La CE note que la moyenne simple des droits de douane appliqués, taxe à l'importation incluse, est de 16,2 pour cent. Madagascar a consolidé les droits de douane sur tous les produits agricoles, mais en dehors de ce secteur, seulement pour les produits chimiques (chapitres 28 et 29 du SH). Madagascar convient-elle qu'elle améliorerait la prévisibilité de ses droits de douane en consolidant le reste des lignes tarifaires non agricoles? Quelles sont ses intentions à cet égard?



En 1999, Madagascar a simplifié la structure de ses droits de douane en répartissant ses taux en quatre catégories (5, 15, 25 et 30 pour cent) alors qu'il existait 69 taux différents en 1998. Madagascar peut-elle expliquer les raisons qui l'ont amenée à faire cette réforme et indiquer quels avantages elle en a tirés?

### **Chapitre III, point iii), paragraphe 16**

Le gouvernement a l'intention de supprimer le taux maximum de 30 pour cent à l'avenir. Madagascar peut-elle confirmer a) si cela signifie que le droit de douane maximal appliqué sera de 25 pour cent et, b) quand elle a l'intention de supprimer ce taux de 30 pour cent?

Quelles conséquences aura le fait que Madagascar applique le Tarif extérieur commun du COMESA en 2004 a) les droits de douane vont-ils diminuer ou augmenter (globalement et par secteur)? b) cela veut-il dire que Madagascar reviendra à une structure de droits plus compliquée en abandonnant le système des catégories?

### **Évaluation en douane**

L'UE ne sachant pas si Madagascar se conforme à l'exigence de l'article 22:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane en ce qui concerne la notification de sa législation, nous serions reconnaissants à Madagascar de confirmer qu'elle applique intégralement l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane ou, si ce n'est pas le cas, si elle a rencontré des difficultés imprévues dans la mise en œuvre de cet accord.

### **Observations récapitulatives**

#### **Point 4), page ix, paragraphe 17**

Il est dit que les offices de commercialisation des produits agricoles ont été supprimés pour pratiquement tous les produits. Le gouvernement peut-il préciser ce qu'il faut entendre par "la suppression des offices de commercialisation a laissé un vide qui n'a pas été comblé"?

### **Droits de propriété intellectuelle**

Du fait qu'elle compte parmi les pays les moins avancés, Madagascar bénéficie du traitement spécial et différencié prévu par l'article 66:1 de l'Accord sur les ADPIC pour l'application de cet accord. Néanmoins, dans la perspective de l'application de l'Accord d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2006, nous aimerions savoir quelles mesures concrètes Madagascar doit prendre pour y parvenir.

### **JAPON**

#### **Rapport du Secrétariat (WT/TPR/S/80)**

### **Chapitre III, point 2), page 30, paragraphes 12 et 14 Évaluation en douane**

Bien que la période de transition de cinq ans prévue par l'article 20 de l'Accord sur l'évaluation en douane ait pris fin en novembre 2000, Madagascar n'a pas demandé la prolongation de cette période. Cela implique-t-il que Madagascar a déjà supprimé la méthode d'évaluation en douane fondée sur la définition de la valeur de Bruxelles et le système de prix minimaux à l'importation?

**Page 31, paragraphe 15 Droits de douane**

Le rapport indique que Madagascar perçoit une taxe à l'importation sur plus de 80 pour cent des lignes tarifaires qui s'ajoute aux droits de douane. Cela étant, veuillez définir le sens exact de "taxe à l'importation" (c'est-à-dire son objet, les raisons de la distinction entre droits de douane et taxe à l'importation, etc.).

**Page 34, paragraphe 19**

Le rapport dit que Madagascar a consolidé 23,7 pour cent des lignes tarifaires. Veuillez indiquer quelles sont les perspectives d'extension des consolidations tarifaires.

Le rapport dit que les droits d'importation sont consolidés au taux plafond de 30 pour cent et les autres taxes à l'importation au taux de 250 pour cent. Veuillez définir les "autres taxes". Comprennent-elles la taxe à l'importation visée au paragraphe 15? Pourquoi le taux des "autres taxes" est-il considérablement supérieur à celui des "droits de douane"?

**Point 3), page 38, paragraphe 46**

Veuillez décrire concrètement le système de crédit à l'exportation de Madagascar. Pourquoi les exportateurs locaux doivent-ils payer des commissions élevées à Madagascar bien que les exportations soient préfinancées par les importateurs étrangers, comme l'indique la troisième ligne de ce paragraphe?

**Point 4), page 41, paragraphe 74**

Le rapport dit que "l'OMAPI et l'OMDA sont en train de réviser la législation sur les brevets, les marques et le droit d'auteur pour permettre au pays de respecter ses engagements dans le cadre de l'OMC d'ici à 2006". Veuillez donner des indications détaillées concernant les principaux points de la législation révisée ainsi que le calendrier prévu pour la procédure législative. Le Japon aimerait en particulier savoir comment les renseignements non divulgués et les topographies des circuits intégrés sont protégés par la législation révisée.

**MAURICE**

Madagascar peut-elle indiquer quelles mesures ont été prises par les autorités compétentes pour supprimer les obstacles tarifaires et non tarifaires dans le contexte du commerce régional?

Madagascar admet-elle effectivement en franchise de droits les produits originaires des États membres du COMESA? Si tel n'est pas le cas, pourrait-elle indiquer quelles mesures elle envisage pour pouvoir respecter ses obligations dans le cadre du COMESA?

Madagascar pourrait-elle donner une liste des normes, réglementations et pratiques sanitaires et phytosanitaires applicables dans le pays? Pourrait-elle également communiquer une liste des normes techniques applicables?

Madagascar applique-t-elle les mêmes taxes aux marchandises importées et aux marchandises similaires produites localement ou ces produits sont-ils soumis à des taxes différentes?

## **ÉTATS-UNIS**

### **Chapitre I, point 1), paragraphe 2**

Le rapport du Secrétariat indique que le sous-développement et les dysfonctionnements du secteur manufacturier à Madagascar laissent penser qu'il y a beaucoup à gagner en efficacité (et en emplois) à poursuivre la libéralisation du commerce. Quelles mesures le gouvernement prend-il ou envisage-t-il de prendre pour libéraliser davantage et améliorer l'efficacité du secteur manufacturier?

Le rapport du Secrétariat indique que le secteur officiel de l'économie souffre de l'existence d'un secteur informel important. Le gouvernement a-t-il une stratégie pour intégrer le secteur informel dans l'économie formelle en abaissant les charges fiscales et réglementaires ou en développant les services?

### **Paragraphe 3**

Le rapport du Secrétariat indique que l'épidémie de VIH/SIDA est relativement récente à Madagascar, ce qui donne au gouvernement une chance unique d'intervenir de manière efficace. Nous soutenons résolument les efforts de Madagascar pour lutter contre le VIH/SIDA et aimerions en savoir plus sur les projets du gouvernement dans ce domaine.

### **Paragraphe 7**

Madagascar est en droit de bénéficier d'un allègement additionnel de sa dette pour atténuer les conséquences de son endettement dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Le rapport du Secrétariat indique que si Madagascar peut participer au programme pour les PPTE, c'est en partie parce que le programme à moyen terme du gouvernement et les mesures rigoureuses définies par la Banque mondiale et le FMI ont été appliqués avec assiduité. Que compte faire Madagascar pour faire progresser les réformes économiques?

### **Point 2), paragraphe 11**

Certes, nous félicitons les autorités d'avoir réussi à ramener le taux d'inflation de 49 pour cent à 7,6 pour cent, résultat important, mais il nous semble préoccupant que le niveau de l'épargne intérieure soit si bas (5 pour cent en 1999), ce qui implique un niveau très bas de fonds disponibles pour l'investissement. Les autorités ont-elles une stratégie pour relever le niveau de l'épargne?

### **Point 3) ii) Commerce des services**

Le rapport du Secrétariat indique que le commerce des services était l'un des moteurs du redressement économique en 1997-1998. Qu'est-ce qui, de l'avis du gouvernement, peut être fait pour encourager le développement du commerce des services?

### **Point 4), paragraphe 21**

Le rapport du Secrétariat indique que les privatisations ont contribué à augmenter sensiblement les investissements étrangers directs qui ont progressé de près de 260 pour cent en 1999. Le gouvernement envisage-t-il de continuer à attirer un niveau aussi élevé d'investissements étrangers par la privatisation?

**Point 5), paragraphe 22**

Quelles mesures sont prises ou envisagées pour accroître l'efficacité de la chaîne de commercialisation intérieure pour stimuler l'exportation de produits alimentaires?

**Chapitre II, point 2), paragraphe 10**

Existe-t-il un calendrier pour la création du Comité national chargé de suivre la mise en œuvre des Accords de l'OMC?

**Point 3), paragraphe 18**

Le rapport du Secrétariat indique que Madagascar est résolue à poursuivre le processus d'intégration régionale. Il indique également que les domaines qui correspondent plus spécifiquement aux avantages de Madagascar comprennent les produits de la pêche, le bois, les matériaux de construction et les produits alimentaires. Nous aimerions avoir des précisions à ce sujet et savoir en quoi cela affectera les politiques intérieures? Comment Madagascar a-t-elle l'intention de promouvoir la production intérieure de ces marchandises par le secteur privé?

**Point 4) ii), paragraphe 20**

Nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement est résolu à permettre aux investisseurs étrangers de conclure des baux fonciers de longue durée, car cela devrait contribuer à favoriser les investissements. Toutefois, nous rappellerons que dans certains autres pays d'Afrique de l'Est, la cessibilité restreinte des baux constitue un frein pour le crédit puisque les preneurs, qu'ils soient étrangers ou nationaux, ne peuvent engager les terrains comme garantie de prêts. Est-ce le cas à Madagascar, et, dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention de procéder à des changements à cet égard?

**Point iii), paragraphe 24**

Le gouvernement s'efforce d'encourager la réforme du secteur minier et d'attirer les investissements étrangers. Quand envisage-t-il d'adopter une nouvelle législation minière?

**Point 5) i), paragraphe 33**

Le rapport du Secrétariat indique que généralement le Ministère du commerce est le seul à avoir une connaissance approfondie des Accords de l'OMC dont le contenu et l'incidence sont généralement mal connus dans les secteurs public et privé malgaches. Que fait le Ministère du commerce pour faire part de ses connaissances à d'autres éléments de la société malgache?

**Point ii), paragraphe 38**

Le rapport du Secrétariat indique que, dans le cadre du présent examen des politiques commerciales, une mission de l'OMC a procédé à une évaluation de l'assistance technique qui pourrait être fournie à long terme.

Il nous paraît très judicieux de vouloir intégrer une évaluation des besoins d'assistance technique dans l'examen des politiques commerciales. L'évaluation porte pour l'essentiel sur les besoins généraux de Madagascar dans le cadre de l'OMC. Nous sommes favorables à ce qu'une assistance technique supplémentaire soit fournie par les organisations multilatérales et les donateurs bilatéraux afin d'aider Madagascar dans ce domaine, et nous aimerions également mieux connaître les besoins du pays en ce qui concerne l'application de certains des Accords de l'OMC.

### **Chapitre III, point 2) i), paragraphe 4**

Le rapport du Secrétariat indique que les documents à fournir pour les expéditions commerciales à destination de Madagascar comprennent un certificat d'origine. Dans quelles circonstances ce certificat est-il requis? Certains pays tels que les États-Unis ne disposent pas de procédures ou d'organismes officiels pour la délivrance de certificats de ce type. L'exigence de certification imposée par Madagascar, comme, par exemple, pour l'origine, ne s'applique-t-elle qu'aux marchandises qui bénéficient d'un régime préférentiel en vertu d'un accord commercial?

### **Point ii), paragraphe 13**

Madagascar prélève un certain nombre de droits et taxes sur les marchandises importées, notamment les droits de douane, la taxe à l'importation, un droit de timbre douanier et une taxe de statistique sur les importations, ainsi que des droits d'accise et une taxe sur la valeur ajoutée. Le régime des droits d'importation serait beaucoup plus simple si ces taxes étaient combinées avec les droits de douane pour former un droit de douane consolidé. Pourquoi Madagascar maintient-elle séparément les trois taxes qui ne s'appliquent qu'aux importations?

### **Point iii) a), paragraphe 16**

La moyenne simple des droits et des taxes frappant les importations est de 16 pour cent. Quelle est la moyenne pondérée par les échanges de toutes les taxes et de tous les droits sur les importations? Nous notons que le gouvernement tire beaucoup plus de la moitié de ses revenus des taxes sur le commerce. Existe-t-il des projets d'augmenter l'incidence de la TVA ou d'autres impôts indirects pour permettre une libéralisation plus poussée du secteur du commerce sans provoquer d'effets indésirables sur les recettes totales. Madagascar n'aurait-elle pas avantage, en termes de compétitivité, à abaisser encore les taux de taxe sur les échanges pour réduire les coûts de production, y compris dans le secteur des services?

Le rapport du Secrétariat indique que Madagascar a entrepris une vaste réforme des droits d'importation qui devait entrer en vigueur le 26 février 2000. Cette réforme est-elle appliquée?

### **Point vii) a), paragraphe 28**

Les États-Unis craignent que Madagascar n'ait pas notifié deux obligations importantes en vertu de l'Accord OTC: 1) le point d'information et, 2) en vertu de l'article 15.2, une déclaration concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord OTC. Madagascar peut-elle donner des précisions sur les raisons pour lesquelles elle n'a pas notifié ces deux obligations à l'OMC?

Si une assistance technique est nécessaire pour satisfaire à ces obligations, les États-Unis signalent que le deuxième examen triennal de l'Accord OTC vient de s'achever. Le programme de travail du Comité OTC pour l'année qui vient consiste en partie à mettre au point un programme d'assistance technique fondé sur la demande. Les États-Unis soulignent que le rapport fait état de recommandations spécifiques pour l'assistance étrangère, notamment pour les ordinateurs, l'équipement de télécommunication, les points d'information, etc. Ils encouragent le gouvernement malgache à présenter des demandes spécifiques d'assistance technique au Comité OTC afin de pouvoir satisfaire à ses obligations dans le cadre de cet accord. De plus, Madagascar devrait recenser les besoins spécifiques qui aideraient le gouvernement malgache à mettre sa législation nationale en conformité avec ses obligations envers l'OMC découlant de l'Accord OTC, à notifier conformément à l'article 15.7, et formuler des demandes spécifiques d'assistance technique en la matière.

## **Paragraphe 29**

Le rapport du Secrétariat indique que Madagascar a 63 normes de produits publiées. S'agit-il de normes obligatoires ou de normes facultatives? Pouvez-vous préciser comment les normes facultatives sont intégrées dans la réglementation et quelle est la procédure de consultation publique pour les parties intéressées nationales et étrangères? Existe-t-il une publication nationale où sont annoncés les règlements techniques à l'état de propositions? Combien de temps à l'avance les règlements sont-ils notifiés à l'OMC pour permettre aux parties intéressées de soumettre des observations?

## **Point viii), paragraphe 34**

Les États-Unis croient comprendre que la plupart des appels d'offres à Madagascar s'adressent aux soumissionnaires étrangers et aux soumissionnaires nationaux, et que, selon la nature du contrat, l'appel d'offres est international ou local. Veuillez fournir des renseignements décrivant les critères utilisés pour décider dans quels cas il est fait appel à la concurrence internationale et dans quels autres à la concurrence locale. Si la décision repose sur une évaluation visant à déterminer si le niveau local offre le savoir-faire technique nécessaire pour remplir le contrat, veuillez indiquer si la détermination est fondée sur des critères clairement identifiables auxquels ont accès les fournisseurs étrangers qui souhaiteraient participer aux appels d'offres à Madagascar ou si elle est faite "cas par cas".

Quelle sorte de structure le gouvernement envisage-t-il pour régler les différends commerciaux, et quelles mesures prévoit-il pour accroître la transparence des marchés publics?

## **Point 4) i), paragraphe 58**

Le rapport du Secrétariat indique que 136 sociétés devraient être privatisées entre 1997 et 2002 et que, jusqu'au 30 juin 2000, il était prévu que 46 sociétés seraient privatisées ou mises en liquidation. Quel est le calendrier des privatisations jusqu'en 2002?

## **Point iv), paragraphe 72**

Quelles sont les mesures de répression prises aux frontières pour lutter contre l'importation de copies pirates d'œuvres protégées par le droit d'auteur et de marchandises de contrefaçon protégées par le droit des marques?

## **Paragraphe 74**

Nous croyons comprendre que Madagascar procède actuellement à la révision de sa législation sur les brevets, les marques et les droits d'auteur pour pouvoir respecter ses engagements dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. Pouvez-vous donner des renseignements sur l'état du processus?

Le rapport indique que, depuis 1994, l'Office malgache de la propriété industrielle (OMAPI) a octroyé plus de 4 700 brevets, dessins ou modèles industriels et marques de fabrique ou de commerce. Quelles réussites a connues l'OMAPI ou quelles difficultés a-t-il rencontrées lors de l'examen de ces demandes?

## **Chapitre IV, point 1), paragraphe 2**

Madagascar a considérablement libéralisé le commerce des produits agricoles. Nous prenons acte de la déclaration figurant dans le rapport du Secrétariat de l'OMC selon laquelle la protection tarifaire dans le secteur agricole est en moyenne de 17,7 pour cent. S'agit-il d'un chiffre nominal ou d'un chiffre pondéré en fonction des échanges? Comprend-il toutes les taxes sur le commerce agricole?

**Point 2) Agriculture et activités connexes**

Les États-Unis félicitent Madagascar pour les mesures considérables qu'elle a prises pour libéraliser son secteur agricole ces dernières années. Nous constatons toutefois que le taux moyen des droits, à Madagascar, est de 16,2 pour cent et qu'il est de 17,7 pour cent pour les produits de l'agriculture, de la chasse, de la foresterie et de la pêche. Le gouvernement malgache a-t-il l'intention de ramener les droits de douane agricoles au niveau du droit moyen du pays pour faciliter les importations de produits alimentaires lorsque le pays subit des catastrophes naturelles, comme cela a été le cas à plusieurs reprises?

**Point 3) Industries extractives et énergie**

Le rapport du Secrétariat indique que le gouvernement mène une politique visant à accroître les investissements et la production dans le secteur minier. Nous ne pouvons que nous féliciter de l'augmentation qui en est résultée, entre autres de l'extraction de pierres précieuses, mais nous trouvons préoccupant d'entendre dire que l'activité non réglementée dans ce secteur provoque des atteintes importantes à l'environnement et entraîne une fuite des recettes revenant normalement au gouvernement. Cette situation est très coûteuse pour Madagascar et ne semble pas susceptible de s'inscrire dans le développement durable que les autorités recherchent. Pourriez-vous faire des observations à ce sujet?

**Point 4) Secteur manufacturier**

Le rapport du Secrétariat indique que le sous-développement et les dysfonctionnements du secteur manufacturier à Madagascar laissent penser qu'il y a beaucoup à gagner en efficacité (et en emplois) à poursuivre la libéralisation du commerce. Nous aimerions avoir les observations de la délégation malgache sur ce point.

**Point 5) Services**

Nous félicitons Madagascar pour les mesures qu'il a prises pour encourager la concurrence dans le secteur des services. Nous pensons que le pays peut développer sa propre compétitivité dans l'économie mondiale en permettant à ses consommateurs d'avoir facilement accès à des services meilleurs, moins chers et plus diversifiés. Le rapport du Secrétariat souligne que, bien que le secteur des services représente environ 52 pour cent du PIB de Madagascar, ce n'est que récemment qu'une attention sérieuse lui a été consacrée.

La liste des engagements spécifiques pris par Madagascar dans le cadre de l'AGCS est limitée. Ces engagements sont de loin inférieurs au niveau actuel d'ouverture des services. Madagascar envisage-t-elle d'augmenter ses engagements?

**Point ii) a) Banques et autres établissements financiers**

Dans les années 90, Madagascar a entrepris un vaste programme de privatisation du système bancaire qui a été une réussite complète. De plus, la participation étrangère au système bancaire est devenue chose courante. Le gouvernement envisage-t-il de céder le reste de ses participations minoritaires dans trois banques?

**Point iii) Tourisme**

Le rapport indique que le tourisme est peu développé et que Madagascar s'emploie à le promouvoir. Que fait le gouvernement pour faciliter l'accès des investisseurs du tourisme à des terrains aménageables?

**Point iv) Télécommunications**

Le rapport indique que Telecom Malagasy (TELMA) est le seul fournisseur de services de télécommunication de base et qu'il est également gestionnaire du système. TELMA a déjà été en partie privatisée mais l'État conserve une part de 66 pour cent de son capital. Quand le gouvernement envisage-t-il de poursuivre la privatisation de TELMA? Madagascar n'a pris aucun engagement spécifique dans le cadre de l'AGCS pour ce secteur. Le gouvernement envisage-t-il de libéraliser les services de télécommunication de base? Si le gouvernement procède à une libéralisation, a-t-il des projets de prendre de nouveaux engagements dans le cadre de l'AGCS pour rassurer les investisseurs et pour codifier ces modifications?



## ANNEXE II

### RÉPONSES ÉCRITES DE LA DÉLÉGATION MALGACHE

#### I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

L'objectif principal de la politique macro-économique de Madagascar, repris dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, est de réaliser un niveau de croissance élevé et durable en stimulant l'offre dans un climat stable de développement industriel. La coopération et l'intégration régionales ont également été renforcées pour permettre aux opérateurs malgaches de bénéficier d'économies d'échelle.

Madagascar a ainsi appliqué une politique budgétaire contrôlée (réduction du déficit budgétaire), une politique financière prudente (maîtrise de l'inflation et de l'expansion de la masse monétaire) et une politique de réformes institutionnelles et sectorielles (privatisations, libéralisation, indépendance de la Banque centrale) qui ont conduit à accroître l'épargne nationale et, par conséquent, les investissements. Le pays s'est également doté d'un environnement de nature à attirer les épargnants.

Le niveau d'activité de certaines branches du secteur des services telles que le tourisme, les télécommunications et les transports sera maintenu par le développement du commerce régional et international, et l'investissement est encouragé dans ces secteurs.

À la fin des années 90, le niveau d'endettement représentait 444 pour cent des recettes d'exportation et 108 pour cent du PIB. Cette situation ne pouvait manquer d'hypothéquer gravement les perspectives de croissance, s'il n'y avait eu l'Initiative en faveur des PPTE, qui a permis d'effacer grosso modo 40 pour cent de la dette malgache.

Le gouvernement a envisagé d'utiliser les ressources dégagées par cette initiative de la façon suivante: 25 pour cent pour l'éducation, 20 pour cent pour la santé dont 3 pour cent pour la campagne VIH/SIDA, 5 pour cent pour le développement des institutions, 40 pour cent pour les investissements (dont 20 pour cent pour l'entretien des grandes routes, le désenclavement des régions isolées et la construction de pistes rurales, et 3 pour cent pour l'infrastructure d'eau potable), et enfin 10 pour cent pour les autres usages dont l'environnement, la promotion des femmes, etc. Cette ventilation est susceptible d'être modifiée lorsque le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté sera intégralement réalisé.

Plusieurs mesures ont été prises pour développer le secteur privé:

- création d'un système d'arbitrage opérationnel;
- facilitation de l'octroi de baux à long terme;
- simplification des procédures d'obtention des permis de travail, des permis de séjour et de la carte de séjour;
- privatisations.

Cent trente six entreprises publiques devaient être privatisées entre 1997 et 2002. Un groupe de 46 sociétés parmi lesquelles Air Mad, le Réseau national des chemins de fer (RNCFM), Telecom Malagasy (TELMA), la Société sucrière malgache (SIRAMA) et la Société malgache de production

de coton (HASYMA) doivent être vendues avant la fin 2001. En revanche, les procédures de privatisation des compagnies d'assurance seront engagées en 2002.

L'économie malgache se libéralise progressivement. Après une phase initiale de détermination des prix (politique de vérité des prix), la libéralisation a été étendue à des domaines tels que les opérations de change et le commerce extérieur et à des secteurs tels que ceux du pétrole, des transports et des télécommunications.

Afin d'améliorer les recettes fiscales et de réduire progressivement la dépendance vis-à-vis des recettes douanières, l'administration a pris un certain nombre de mesures telles que l'élargissement de l'assiette fiscale tout en maîtrisant l'inflation, l'augmentation des contrôles dans l'attribution des régimes fiscaux et douaniers spéciaux, la réorganisation de l'administration fiscale et douanière pour augmenter la pression fiscale et l'instauration d'une taxe consolidée sur les activités dites informelles. Cette dernière doit servir d'incitation pour tous les opérateurs économiques.

Le code des investissements a été remplacé par le Code général des impôts. Seuls les investissements relevant d'une zone franche sont actuellement soumis à autorisation préalable. Au Ministère du développement du secteur privé et de la privatisation, le *Centre de facilitation de création d'entreprises (CFCE)* est chargé des formalités de création et d'enregistrement des entreprises. Ce centre a pour but de réduire le délai de traitement des dossiers.

Les investissements étrangers ne sont plus soumis à des restrictions réglementaires. La loi n'impose plus de plafond de prise de participation aux investisseurs locaux ou étrangers, qui sont soumis aux mêmes conditions.

En ce qui concerne la stratégie du gouvernement pour lutter contre les maladies sexuellement transmissibles (MST), bien que le SIDA soit loin de provoquer une situation alarmante à Madagascar, le gouvernement s'efforce d'empêcher toute propagation rapide de l'épidémie en créant un comité de coordination attaché au Cabinet du Premier Ministre, qui est chargé d'établir, d'ici avril 2001, un plan de prévention et de lutte contre le SIDA.

De plus, avec l'adoption récente de la loi contre la pédophilie et des sanctions pénales contre le trafic et la consommation de drogue, ainsi que contre le proxénétisme et la prostitution, responsables de la propagation des MST, Madagascar a renforcé ses mécanismes légaux de protection de la santé publique.

Des programmes de sensibilisation doivent être lancés en mars 2001 dans les régions les plus vulnérables.

Pour ce qui est de la concurrence, une nouvelle législation est en voie d'adoption au niveau du Conseil des ministres, après avoir été adoptée par le Conseil de gouvernement. Un arrêté sur la concurrence traite de la question de la libéralisation. L'État s'est déjà désengagé du secteur productif et tous les contrôles des prix ont été levés en 1989.

En matière d'investissements, d'accès à la propriété foncière et de tourisme, la législation en vigueur prévoit que tout investisseur peut conclure un bail à long terme pour un terrain à bâtir d'une durée renouvelable et cessible de 18 à 99 ans. Le preneur est libre d'utiliser le bail comme garantie d'un prêt ou de toute autre opération financière avec des tiers, y compris les banques et les établissements financiers.

Afin de garantir la sécurité foncière et de lever un obstacle majeur au développement des infrastructures d'accueil, le Ministère du tourisme met en œuvre un vaste programme de création de

*Réserves foncières touristiques (RFT)*, aux termes duquel l'État malgache met à la disposition des investisseurs du secteur du tourisme des terrains appartenant à l'État.

Les investisseurs ont maintenant le choix entre différents sites qui ne posent plus de problème de propriété foncière grâce aux garanties préalables données par les autorités publiques.

La réserve touristique d'Isalo, proche du parc naturel d'Isalo, fait actuellement l'objet d'un appel d'offres international, accessible sur le site Internet suivant: [www.madagascar-contacts.com/mintour](http://www.madagascar-contacts.com/mintour).

D'autres réserves foncières touristiques s'ajouteront à cette offre dans un avenir proche, notamment:

- des réserves foncières touristiques consacrées au tourisme écologique dans la partie septentrionale de l'île (Antsiranana);
- des réserves foncières touristiques destinées à accueillir des stations thermales, à Nosy-Be et dans le sud-ouest de Madagascar.

Dans le domaine de la promotion des investissements, les entreprises de droit commun sont régies par les dispositions du Code général des impôts (CGI).

Pour ce qui est des entreprises des zones franches, une réforme du régime des zones franches industrielles est à l'étude et les projets de loi correspondants seront soumis à l'Assemblée nationale dans le courant de 2001.

En ce qui concerne les arrangements régionaux, Madagascar est membre de trois groupes régionaux, l'Accord de partenariat ACP-UE, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Commission de l'Océan Indien (COI). Dans le cadre de ces deux derniers groupes, Madagascar applique les engagements découlant de son appartenance à ces organisations régionales sous réserve de réciprocité.

Dans le domaine des relations bilatérales, la République de Madagascar a conclu des accords de commerce et de coopération bilatéraux en vue de favoriser les relations commerciales sur la base de la nation la plus favorisée (NPF).

La période allant de 1961 à 1985 a été marquée par l'adoption d'un nombre croissant d'accords entre Madagascar et les membres de la COI, les pays du Golfe et les pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe. Des accords commerciaux sont en cours de négociation avec Maurice et l'Inde.

Le représentant de Madagascar a fait remarquer que les difficultés auxquelles se heurtait son pays pour appliquer les Accords de l'OMC plaident en faveur d'une demande d'assistance technique et il a remercié la Norvège et le Canada d'avoir offert de financer une telle assistance. Il a également remercié la Malaisie pour les programmes de formation auxquels Madagascar a été invité à participer, ainsi que tous ceux qui ont contribué à fournir une assistance technique à son pays.

Il a cité plusieurs domaines dans lesquels une assistance technique était nécessaire, sans les citer tous puisque des demandes seraient présentées officiellement:

- formation de personnel d'encadrement dans les disciplines du commerce et de la réglementation et renforcement des capacités humaines et institutionnelles en ce qui concerne les notifications et l'exécution des obligations et des engagements découlant

des Accords de l'OMC (notification, mise en oeuvre, rédaction de la législation, analyse des risques dans le cadre des Accords SPS, rédaction des normes);

- consolidation et équipement du centre de formation du commerce extérieur existant;
- restauration du centre de référence;
- création d'un système de coordination des données dans le contexte des services d'information économique;
- analyse du potentiel d'exportation et stratégie pour promouvoir la concurrence et l'accès aux marchés;
- analyse et prévision commerciales pour aider à prospecter de nouveaux marchés étrangers.

La question du lancement d'un nouveau cycle de négociations fera l'objet d'une consultation à l'échelle de l'Afrique.

En ce qui concerne le Cadre intégré, Madagascar s'est officiellement engagée dans le processus depuis son adoption et souhaite le voir appliqué de manière efficace, bien qu'il n'en soit sorti aucun résultat satisfaisant jusqu'à présent en dépit des efforts considérables déployés par le Directeur général. Madagascar se félicite des derniers faits intervenus, notamment de l'adoption d'un programme pilote par le Sous-comité des PMA.

## **II. POLITIQUE COMMERCIALE**

Tous les services ministériels ont été associés à l'élaboration de la politique commerciale, de même que la Banque centrale de Madagascar et le Secrétariat technique à l'ajustement (STA).

Le Ministère du commerce et de la consommation est l'élément moteur dans l'application de cette politique dans la mesure où il est au premier chef responsable de la réglementation des importations, de la promotion des exportations et de la définition et l'application des normes. Il est également chargé des questions relatives aux initiatives régionales dans le cadre du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la Commission de l'Océan Indien. Les questions commerciales ayant trait à l'OMC font également partie de son mandat.

Les autres ministères sont chargés des questions commerciales relevant de leurs domaines de compétence respectifs (Ministère du budget, Ministère de l'agriculture, etc.) en étroite collaboration avec les organismes concernés.

Le secteur privé a contribué à la formulation de la politique commerciale par le biais de groupements professionnels d'opérateurs économiques tels que le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), FIVMPAMA, CONECS, la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture (CCIA) et le Syndicat des industries de Madagascar (SIM), sous l'égide du Comité de réflexion sur la compétitivité (CRC).

Un comité national sera créé prochainement pour suivre la mise en œuvre des Accords de l'OMC.

Madagascar applique l'Accord sur l'évaluation en douane depuis le 17 novembre 2000, date qui s'inscrit dans le délai imparti.

En ce qui concerne l'inspection avant expédition, Madagascar a conclu un contrat d'inspection avant expédition avec BIVAC Veritas qui arrive à échéance en avril 2001. Le renouvellement éventuel de ce contrat est toujours à l'étude.

Dans le cadre du programme d'ajustement structurel, Madagascar a entrepris d'ajuster à la baisse ses droits de douane de sorte que ni les droits de douane ni les prélèvements à l'importation ne dépassent 30 pour cent.

De même, dans le contexte de l'Initiative transfrontières, rebaptisée Forum de facilitation de l'intégration régionale, une restructuration tarifaire a été engagée en coopération avec les partenaires financiers pour aboutir à des taux de 5 pour cent, 15 pour cent et 25 pour cent.

Toutefois, à titre transitoire et afin d'éviter une perte de recettes excessive, le taux de 30 pour cent a été maintenu et sera abaissé progressivement pour être plafonné à 25 pour cent en 2003.

Jusqu'à présent, plus de 50 pour cent des recettes publiques proviennent des droits et taxes perçus sur les opérations de commerce international. Le but est de réduire progressivement cette dépendance, par exemple en élargissant l'assiette de la TVA et des impôts indirects.

Outre les droits de douane proprement dits, l'administration des douanes effectue des prélèvements fiscaux sur les importations. Les premiers ont été institués en 1960. Les plus récents sont le droit de timbre douanier et la taxe de statistique. Le droit de timbre douanier a été instauré pour obtenir des recettes destinées à renforcer les capacités de l'administration douanière, en particulier en matière de formation et de lutte contre la fraude, tandis que la taxe de statistique est utilisée pour contribuer à financer l'informatisation des services administratifs en général et l'amélioration des statistiques en particulier.

Les autres taxes sur lesquelles des questions ont été posées sont les prélèvements fiscaux sur les importations autres que les droits de douane proprement dits.

Comme nous l'avons déjà dit, plus de 50 pour cent des recettes publiques proviennent des droits de douane et des prélèvements sur les importations.

Il est vrai que les prélèvements sur les importations ont un effet sur les coûts de production et donc sur la compétitivité, mais les réduire maintenant entraînerait une perte considérable de recettes pour l'État.

Le rapport entre les prélèvements à l'importation et la valeur CAF varie d'une année à l'autre en fonction des taux approuvés par le Parlement.

La structure du futur tarif extérieur commun (TEC) du COMESA dépendra des résultats des négociations entre les membres de ce groupe de pays. Madagascar acceptera sans doute le TEC lorsque l'union douanière du COMESA entrera en vigueur en 2004.

Les autorités malgaches ont pris un certain nombre de mesures pour renforcer les capacités de l'administration douanière, à savoir:

- création du droit de timbre douanier pour financer la formation des agents des douanes et la lutte contre la fraude douanière;
- création de l'École nationale des douanes en 1996 qui a produit une première promotion de 30 inspecteurs diplômés qui travaillent déjà sur le terrain. Trente nouveaux inspecteurs sont actuellement en formation à l'école;

- informatisation progressive des services centraux et des principaux bureaux extérieurs en utilisant le système Asycuda dans sa version actualisée 3++ (trois plus plus), grâce à un cofinancement par des donateurs bilatéraux et multilatéraux;
- la Direction des douanes a été rebaptisée Direction générale des douanes en 1999;
- affectation de cadres supérieurs de l'administration des douanes à des missions diplomatiques telles que celles de Genève et de Bruxelles;
- formation de certains cadres supérieurs dans des écoles des douanes étrangères dans le cadre d'accords de coopération bilatéraux.

En ce qui concerne la poursuite des réformes de l'administration, il est prévu d'actualiser la législation et les procédures, en particulier en adoptant la version révisée de la Convention de Kyoto et en mettant en place les dispositions pertinentes des accords internationaux et régionaux dûment ratifiés.

Pour ce qui est des accords plurilatéraux, Madagascar n'est pas signataire de l'Accord plurilatéral de l'OMC sur les marchés publics, ni des trois autres sur les produits laitiers, la viande bovine et les aéronefs civils pour la simple raison qu'elle n'a participé ni à la négociation ni à la rédaction de ces accords.

En attendant d'avoir étudié de façon approfondie les répercussions économiques et commerciales de son accession éventuelle à l'Accord sur les marchés publics, Madagascar se réserve de demander le statut d'observateur pour cet accord afin de se familiariser avec son mode de fonctionnement.

Quant à la protection de la propriété intellectuelle, un projet de loi modifiant l'Arrêté n° 89-019 instaurant un régime de protection de la propriété industrielle à Madagascar est en cours d'établissement.

Le projet de loi tient compte des dispositions de l'Accord sur les ADPIC et traite des points suivants:

- durée de la protection;
- procédures d'octroi des titres de protection;
- protection aux frontières;
- protection des indications géographiques.

En ce qui concerne la protection de la propriété intellectuelle, sans compter l'adaptation et l'adoption d'une législation conforme à l'Accord sur les ADPIC, en discussion au gouvernement, des mesures concrètes ont été prises dans le cadre de la Loi de finances 2000 pour lutter contre le commerce des produits de contrefaçon et des marchandises pirates relevant de la fraude douanière. Ainsi, un nouvel article 27*bis* a été ajouté au Code des douanes pour interdire l'entrée et l'enlèvement de ces marchandises et prévoir des sanctions appropriées allant jusqu'à la confiscation et à la destruction.

### III. POLITIQUES SECTORIELLES

En matière de sécurité alimentaire et de normes SPS pour les produits d'origine animale, la Loi n° 91-008 du 25 juillet 1991 sur la santé animale et ses textes d'application définissent les normes techniques et les modalités pratiques d'application des prescriptions sanitaires concernant l'élevage.

L'importation et l'exportation d'animaux, de produits et de denrées alimentaires d'origine animale sont réglementées, ainsi que celles de fourrage, d'aliments pour animaux et de céréales destinées à l'alimentation animale.

Leur autorisation est soumise à approbation de l'autorité vétérinaire compétente, conformément au Code international de la santé animale de l'OIE (Office international des épizooties) et tient compte des normes techniques fixées par le pays d'importation. Concrètement, l'autorité compétente procède à des analyses des risques et peut, à cet effet, faire appel aux services de laboratoires de renommée internationale.

Les autres mesures appliquées concernent la traçabilité des produits.

Pour les bovins, ces mesures consistent à identifier l'animal et les produits qui en sont issus par un marquage à l'oreille qui permet de suivre les mouvements et, par-dessus tout, l'état de santé de l'animal.

Dans le cas du poisson, le processus d'identification commence soit sur les bateaux de pêche soit dans les élevages. Les produits sont ensuite suivis à toutes les étapes de la transformation dans les établissements agréés par l'autorité compétente qui dispose d'une équipe de 18 vétérinaires officiels spécialement formés pour cette tâche.

En ce qui concerne les produits d'origine végétale, l'Arrêté n° 86-013 du 17 septembre 1986 et son Décret d'application n° 86-310 du 23 septembre 1986 régissent les questions phytosanitaires à Madagascar. L'Arrêté n° 96-473 du 23 avril 1992 et les décrets d'application correspondants, et le Décret n° 95-092 du 31 janvier 1995 réglementent les produits agropharmaceutiques et prévoient les sanctions applicables aux infractions en matière de commercialisation, de distribution et d'utilisation de ces produits.

Ces textes sont complétés par le Décret n° 99-798 du 6 octobre 1999 sur l'homologation des agents de lutte biologique et des pesticides biologiques qui régissent leur commercialisation et leur utilisation conformément au Code des pesticides.

Les entreprises du secteur textile doivent se préparer à opérer dans un environnement concurrentiel une fois terminé le régime des contingents.

Dans le cadre de la plateforme de coopération entre l'État et le secteur privé (CRC), le rôle de l'État se limite à créer une structure de soutien destinée à renforcer la compétitivité (FAST).

En ce qui concerne les engagements spécifiques concernant le commerce des services dans le cadre du Cycle d'Uruguay, Madagascar en a pris dans plusieurs domaines tels que les essais et l'entretien techniques dans le secteur industriel, la réparation de matériel dans le secteur touristique et hôtelier, etc. Bien que relativement modeste, le niveau d'engagement est bien en deçà des capacités de Madagascar.

Il importe de souligner que cette offre a été faite à un moment où le pays était en pleine évaluation de son potentiel dans ce domaine. Le manque de moyens financiers l'avait empêché de terminer ce travail, réalisé en collaboration avec le service d'assistance technique de la CNUCED.

Le moment venu, et lorsque l'état de l'économie sera plus favorable, Madagascar pourrait envisager de revoir son offre nationale en améliorant ou en étendant les engagements pris à d'autres domaines tels que les télécommunications, les transports aériens, etc., qui sont en cours de libéralisation.

La politique suivie par le gouvernement malgache en matière de télécommunication est une politique de libéralisation fondée sur l'introduction de la libre concurrence dans tous les services.

Pour répondre à cet objectif, il faut trouver des arrangements satisfaisants pour former les ressources humaines et créer l'infrastructure nécessaire à la croissance.

La Loi n° 96-034 portant réforme institutionnelle du secteur des télécommunications reflète le processus de libéralisation et a entraîné une réorganisation majeure de l'environnement des télécommunications. Cette loi modifie les règlements applicables aux télécommunications pour favoriser le développement des initiatives privées.

L'État détient actuellement 66 pour cent du capital de Telecom Malagasy (TELMA), mais envisage d'en céder une partie à des investisseurs privés dans le cadre de sa politique de désengagement des entreprises publiques. De plus, une instance de réglementation du secteur des télécommunications, l'*Office Malagasy d'études et de régulation des télécommunications (OMERT)* a été créé en application du Décret n° 97-1077 du 28 août 1997.

L'instance de réglementation de ce secteur (OMERT) approuve les tarifs des services de télécommunication qui sont fixés librement par les opérateurs. Toutefois, les tarifs d'exploitation des réseaux non soumis à la concurrence et les tarifs d'interconnexion peuvent être contrôlés par l'instance de réglementation.

En ce qui concerne le tourisme, l'État s'efforce d'améliorer les incitations dans l'intérêt des investisseurs comme des touristes, notamment par une révision des règlements d'application prévue par le Code du tourisme, la possibilité de se faire délivrer des visas directement à l'aéroport et la libéralisation des transports aériens entraînant une réduction importante des tarifs qui deviennent compétitifs au niveau régional.

Dans le secteur minier, le rapport du gouvernement indique que la politique minière à Madagascar est contenue dans le nouveau Code minier promulgué le 19 août 1999 et dans une loi sur les grands investissements qui doit bientôt être adoptée et qui créera un régime fiscal plus attrayant pour les investisseurs. Ce projet de législation est le fruit de consultations entre toutes les parties intéressées, à savoir le gouvernement malgache, les opérateurs privés et les donateurs.

Afin de renforcer le contrôle de la situation économique et sociale résultant de la découverte récente de grands gisements de pierres précieuses, notamment rubis et saphirs, le gouvernement a récemment adopté de nouveaux amendements d'un décret établissant des zones administratives ayant des caractéristiques économiques spéciales et soumises à un régime fiscal spécial. Il s'agit des *Zones d'activités économiques spéciales (ZAES)*, créées pour répondre à trois objectifs fondamentaux:

- mieux assurer les recettes budgétaires de l'État;
- mieux assurer les activités économiques engagées par les opérateurs du secteur formel dans ces zones;
- formaliser les activités économiques directement ou indirectement liées à la prospection, à l'exploration et à l'exploitation des minéraux précieux.



Un accord de partenariat spécial entre l'État malgache et les opérateurs miniers régit l'extraction et la commercialisation des minéraux précieux dans les ZAES au moyen de règles visant, entre autres, à réaliser les trois principaux objectifs décrits ci-dessus et à appliquer de manière effective les mesures arrêtées pour protéger l'environnement.

En ce qui concerne les substances dites prohibées, le nouveau Code minier mentionne le concept de gisements fossiles. Étant donné leur valeur scientifique, en particulier pour dater les couches sédimentaires ou pour établir les caractéristiques géologiques propres à une région, les gisements fossiles soumis à des règles spéciales seront recensés.

Ainsi la prohibition ne s'applique actuellement qu'à des substances fossiles dont la liste doit être dressée prochainement. La référence à certaines substances minérales comme constituant des produits stratégiques, qui figurait auparavant dans le droit minier, a été supprimée du Code minier.

---